CRB
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
Conseil Central de l'Economie
CCE

CNT
Conseil National du Travail
Nationale Arbeidsraad
NAR

CONSEIL NATIONAL
DU TRAVAIL

CONSEIL CENTRAL DE
L'ECONOMIE

AVIS N° 2.213

CCE 2021-1020
CO 1000

Séance commune des Conseils du 19 avril 2021

Liaison au bien-être 2021-2022

x x x

3.133

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel, Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax CRB/CCE: 02 233 89 12 – Fax NAR/CNT: 02 233 89 38

AVIS

Objet : Liaison au bien-être 2021-2022

Conformément aux articles 72, 73, 73 bis et 73 ter de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, le Conseil national du Travail et le Conseil central de l'Économie doivent rendre un avis tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à l'adaptation au bien-être des prestations de remplacement de revenus dans la sécurité sociale des travailleurs salariés et des allocations d'assistance sociale.

Par ailleurs, par lettre du 26 octobre 2020, les ministres de l'Économie et du Travail, monsieur P.-Y. Dermagne, des Pensions, madame K. Lalieux, et des Affaires sociales, monsieur F. Vandenbroucke, ont adressé au Conseil national du Travail et au Conseil central de l'Économie une demande afin qu'ils leur transmettent leur avis contenant une proposition d'affectation des enveloppes bien-être pour la période 2021-2022 au plus tard le 15 novembre 2020.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission mixte Liaison au bien-être et à un groupe de travail ad hoc.

La Commission et le groupe de travail ont pu bénéficier dans ce cadre de la précieuse collaboration du Bureau fédéral du Plan et de diverses institutions de sécurité sociale.

En vue de permettre aux Conseils de dégager un consensus sur la répartition de ces enveloppes, ces mêmes ministres ont accordé un délai supplémentaire pour finaliser l'avis demandé pour le 13 janvier 2021 au plus tard. Un accord n'a toutefois pas pu être atteint dans le délai imparti.

Par courriel du 13 avril 2021 adressé au Président du Groupe des Dix, le ministre du Travail a soumis aux partenaires sociaux au sein du CNT et du CCE une proposition du gouvernement de répartition de l'enveloppe bien-être des travailleurs salariés afin qu'ils remettent un avis pour le 19 avril 2021 au plus tard. Le gouvernement s'est en outre engagé à exécuter l'avis unanime des partenaires sociaux s'il est rendu endéans ce délai.

Sur la base de ces travaux, le Conseil national du Travail et le Conseil central de l'Économie ont émis, le 19 avril 2021, l'avis unanime suivant.

x x x

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL ET DU CONSEIL CENTRAL DE L'ÉCONOMIE

I. INTRODUCTION

Les articles 5, 6, 72 et 73 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations contiennent un mécanisme structurel visant à lier les prestations de remplacement de revenus des régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général, sur la base de paramètres provenant de projections relatives à l'évolution des dépenses sociales à long terme. Les articles 73 bis et 73 ter de cette loi prévoient un mécanisme similaire pour l'assistance sociale. Conformément à ces dispositions, le gouvernement doit se prononcer tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à une adaptation au bien-être. Cette décision est précédée d'un avis conjoint du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants.

Dans le cadre de leur décision et de leur avis, le gouvernement et les partenaires sociaux peuvent s'appuyer sur les rapports du Comité d'étude sur le vieillissement et du Conseil supérieur des finances. L'avis des partenaires sociaux doit également tenir compte d'un certain nombre de facteurs contextuels. Depuis 2010, la loi relative au pacte de solidarité entre les générations prévoit qu'il faut également tenir compte, dans le cadre du calcul de l'enveloppe financière, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie engendrés par les mesures qui ont été prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente.

Afin de déterminer l'ampleur de l'enveloppe à affecter, les Conseils ont fait appel au Bureau fédéral du Plan qui a calculé l'enveloppe financière relative au bien-être ainsi que le surcoût ou l'économie engendrés par les mesures qui ont été prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente.

Les résultats de ces calculs ont été compilés par le Bureau fédéral du Plan dans ses deux rapports, qui sont repris en annexes 3 et 4.

Par ailleurs, par lettre du 26 octobre 2020, les ministres de l'Économie et du Travail, monsieur P.-Y. Dermagne, des Pensions, madame K. Lalieux, et des Affaires sociales, monsieur F. Vandenbroucke, ont adressé au Conseil national du Travail et au Conseil central de l'Économie une demande afin qu'ils leur transmettent leur avis contenant une proposition d'affectation des enveloppes bien-être au plus tard le 15 novembre 2020.

Par lettre du 1er décembre 2020, les mêmes ministres ont accordé un délai supplémentaire aux Conseils pour finaliser leur avis, à savoir le 15 décembre au plus tard. Le 2 décembre, le Groupe des Dix s'est inscrit dans ce schéma de travail.

Dans le cadre de l'accord du gouvernement du 30 septembre 2020, le gouvernement a donné les lignes de force qu'il conviendrait de respecter pour la répartition de l'enveloppe bien-être. Plus concrètement, le gouvernement demande d'accorder une attention particulière aux groupes qui courent le risque de pauvreté le plus élevé (relèvement des allocations les plus basses en direction du seuil de pauvreté) et à accorder un niveau satisfaisant aux taux de remplacement, sans pour autant augmenter les pièges à l'emploi et à l'inactivité. Simultanément, le gouvernement s'est engagé à tout mettre en œuvre pour exécuter les propositions des partenaires sociaux dans le respect de ces lignes de force.

Par ailleurs, par mail du 10 décembre 2020, la cellule stratégique du Premier ministre a confirmé que les mesures gouvernementales annoncées concernant les augmentations des allocations sociales ne sont pas imputées sur les enveloppes bien-être, qui sont octroyées à 100%.

Parallèlement à cela, dans une lettre du 10 novembre 2020, madame A. Van Lancker et monsieur M. Debruyne, respectivement présidente et coordinateur de Decenniumdoelen, ont également attiré l'attention des membres des Conseils et du Comité général de gestion sur l'importance de relever tous les minima de l'assistance sociale et de la sécurité sociale au-dessus du seuil de pauvreté en accordant la priorité aux allocations qui sont les plus éloignées de ce seuil de pauvreté et en particulier les chefs de ménage (dont les familles monoparentales), les isolés et les couples dont les ressources financières sont limitées aux allocations perçues.

Par lettre du 16 décembre 2020, les Conseils ont fait part aux ministres du Travail, des Affaires sociales et des Pensions que leurs travaux concernant le calcul et la répartition de l'enveloppe bien-être pour les années 2021-2022 n'ont pas permis de dégager un consensus dans les délais impartis.

Par lettre du 23 décembre 2020, les ministres du Travail et des Affaires sociales ont accordé aux Conseils un délai supplémentaire jusqu'au 13 janvier 2021.

Suite à la suspension des négociations au niveau du Groupe des Dix dans le courant du mois de janvier 2021, les travaux des Conseils n'ont pas pu se poursuivre en vue de finaliser leur avis.

Par courriel du 13 avril 2021, les Conseils ont pris connaissance d'une proposition du gouvernement, adressée au Président du groupe des Dix, de répartition de l'enveloppe bien-être des travailleurs salariés pour la période 2021-2022 afin qu'ils remettent un avis pour le 19 avril 2021 au plus tard (voir annexe 1). Dans ce cadre, le gouvernement invite les partenaires sociaux à tenir compte de l'accord de gouvernement concernant les pensions dans leurs négociations. Le gouvernement s'est en outre engagé à exécuter l'avis unanime des partenaires sociaux s'il est rendu endéans ce délai.

Enfin, les Conseils souhaitent remercier expressément, pour leur précieuse collaboration, les différentes institutions et les différents services qui ont été associés à la préparation du présent avis.

II. POSITION DES CONSEILS

1. Détermination de l'enveloppe financière pour la période 2021-2022

1.1. Calcul de l'enveloppe théorique minimale

La loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations précise que l'enveloppe est au moins équivalente à « la somme de l'estimation des dépenses suivantes calculées pour toutes les branches de la sécurité sociale » :

- une adaptation annuelle au bien-être de 0,5 % de toutes les allocations sociales de remplacement, à l'exclusion des allocations forfaitaires ;
- une adaptation annuelle au bien-être de 1 % de toutes les allocations sociales forfaitaires, à l'exclusion des prestations familiales ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % des plafonds salariaux pris en compte pour le calcul des allocations sociales de remplacement ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % du « droit minimum par année de carrière ».

Pour l'assistance sociale, l'enveloppe doit être au moins égale à la somme de l'estimation des dépenses correspondant à une adaptation annuelle au bien-être de 1 % du revenu d'intégration, de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration, des allocations de remplacement de revenu pour les personnes handicapées (ARR), de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et du revenu garanti aux personnes âgées (RGPA).

En vertu de la loi relative au pacte de solidarité entre les générations, les dépenses doivent être estimées pour chaque année de la période biennale. Suite à la loi-programme du 29 décembre 2014, les allocations familiales ont été retirées du calcul de l'enveloppe bien-être.

Afin de pouvoir apporter une réponse adéquate à la demande formulée dans la loi, les Bureaux exécutifs du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie ont, en septembre 2020, chargé le Bureau fédéral du Plan d'entamer l'estimation de l'enveloppe financière destinée aux adaptations au bien-être des prestations sociales, comme prévu par la loi du 23 décembre 2005. En concertation avec les différentes institutions et administrations de la sécurité sociale, le Bureau fédéral du Plan a calculé, en novembre 2020, les enveloppes théoriques suivantes sur la base des paramètres légaux (voir annexe 3).

Tableau 1 : Estimations, par le Bureau fédéral du Plan, de l'enveloppe (théorique) 2021-2022 pour les trois régimes, en millions d'euros (montants exprimés à l'indice-pivot 107,2)

Enveloppe brute en 2021 et 2022	2021	2022
Régime des salariés (y compris pécule de vacances dans branche pensions)	316,4	633,6
Régime des salariés (sans pécule de vacances dans branche pensions)	309,4	619,1
Régime des travailleurs indépendants	43,8	89
Régime de l'assistance sociale	42,9	87,9

1.2. Calcul du surcoût ou de l'économie

Étant donné que la loi relative au pacte de solidarité entre les générations dispose qu'il faut tenir compte, dans l'enveloppe bien-être disponible, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie des mesures prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente, le Bureau fédéral du Plan a également calculé ce surcoût ou cette économie (voir annexe 4). Les chiffres du surcoût et de l'économie, tenant compte de la décision du gouvernement de prélever une enveloppe de 80 millions d'euros de l'enveloppe bien-être 2019[1], ainsi que des surcoûts et des marges en 2019-2020 des mesures prises dans le cadre de l'enveloppe 2017-2018, sont repris ci-dessous.

Tableau 2 : Estimations, par le Bureau fédéral du Plan, du surcoût (-) et des marges (+) engendrés par les mesures prises en matière de liaison au bien-être par le gouvernement pour la période 2019-2020

Marges (+) ou surcoût (-) en 2021 et 2022	2019	2020	2021	2022
Régime des travailleurs salariés	5,8	1,2	-5	-8,4
Régime des travailleurs indépendants	0,4	31,4	7,3	7,1
Régime de l'assistance sociale	-0,2	0,0	-0,4	-0,7

[1] Décision suite au Conseil des ministres thématique du 26 juillet 2017 sur l'évolution économique et la cohésion sociale.

1.3 Facteurs contextuels

La loi relative au pacte de solidarité entre les générations précise en son article 72, § 2 que les Conseils doivent tenir compte dans leur avis de différents « facteurs contextuels », c'est-à-dire de l'évolution du taux d'emploi et de la nécessité d'obtenir un équilibre financier durable au sein de la sécurité sociale, et donc aussi être attentifs à la croissance économique, au phénomène du vieillissement, au rapport entre le nombre de bénéficiaires de prestations et le nombre de personnes actives et aux possibles pièges à l'emploi. Dans cette optique, la Commission mixte « Liaison au bien-être » a chargé les secrétariats du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie de rédiger un aperçu de ces facteurs, qui est repris en annexe 5 (aperçu des facteurs actualisés au mois de décembre 2020).

1.4. Enveloppes disponibles

Dans sa proposition du 13 avril 2021, le gouvernement propose de reprendre les enveloppes suivantes :

- Enveloppe salariés : 311.399.999 pour 2021 et 625.200.001 pour 2022 ;

- Enveloppe indépendants : 51,1 millions en 2021 et 96,1 millions pour 2022 ;

- Enveloppe assistance : 42,5 millions pour 2021 et 87,2 millions pour 2022.

2. Propositions de répartition de l'enveloppe financière 2021-2022

2.1. Régime des travailleurs salariés

2.1.1. Proposition du gouvernement

Le 13 avril 2021, les Conseils ont pris connaissance d'une lettre du gouvernement, adressée au Président du Groupe des Dix, contenant une proposition de répartition de l'enveloppe bien-être dans le régime des travailleurs salariés pour la période 2021-2022 (voir annexe 1).

Cette proposition du gouvernement repose sur deux principes de base :

- « Tous les points qui ont fait l'objet d'un accord entre les interlocuteurs sociaux sont repris dans la proposition globale ;

- Pour les autres éléments, la répartition de l'enveloppe 2019-2020 est reprise, à l'exception des minima pensions, où on octroie 2 % comme prévu dans la loi et à l'exception du plafond de pensions qui est également augmenté de 2 %, conformément à l'accord de gouvernement. »

Le gouvernement précise également que « l'impact de l'augmentation du montant de l'allocation de chômage temporaire ne peut pas être mis à la charge du FFE ».

2.1.2. Position des Conseils

Les Conseils prennent acte de la proposition du gouvernement et constatent que la proposition concernant les indemnités versées en cas de maladie, d'invalidité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle se situe dans le droit fil des discussions qui ont eu lieu entre partenaires sociaux en janvier 2021. Par ailleurs, la proposition concernant les pensions, le chômage et les congés thématiques s'appuie sur les accords conclus par les partenaires sociaux pour la période 2019-2020, à l'exception du plafond de pensions et de la pension minimale, qui sont chacun relevés de 2 % conformément à l'accord conclu au sein du gouvernement.

Dans le cadre de la concrétisation des mesures, les Conseils soulignent le principe qu'ils ont posé de garantir la liaison des allocations au bien-être en tenant compte du principe d'assurance et de solidarité, de poursuivre la réduction de l'écart de pauvreté, ainsi que de proposer des solutions pour des situations problématiques spécifiques – en particulier la situation des familles monoparentales sans créer dans ce cadre de nouveaux pièges à l'emploi et à l'inactivité.

Les Conseils souhaitent toutefois, de manière unanime, adapter la proposition du gouvernement sur un certain nombre de points. Par ailleurs, ils entendent également attirer l'attention sur différents aspects. En ce qui concerne spécifiquement les régimes d'assistance sociale, les Conseils ont également formulé une proposition.

La proposition définitive des Conseils est reprise en annexe 2. Vu les circonstances et le délai accordé pour rendre un avis, à savoir le 19 avril 2021, les Conseils soulignent finalement qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire vérifier l'ensemble des données chiffrées par les parastataux concernés.

2.1.2.1. Adaptations apportées à la proposition du gouvernement

a) L'anticipation de l'augmentation de l'indemnité minimale pour les personnes avec charge de famille dans le régime de l'AMI

Dans l'accord de gouvernement du 30 septembre 2020, le gouvernement prévoit d'accorder à tous les titulaires, pendant les six premiers mois d'incapacité de travail primaire, indépendamment de leur situation familiale ou de leur qualité de travailleur régulier ou non régulier, un montant minimum journalier égal au montant qui est accordé au travailleur régulier isolé.

Il est prévu que la mesure ait une entrée en vigueur progressive, en quatre phases échelonnées jusqu'en 2024. Les deux premières phases prévoient :

- une indemnité minimale à partir du 5e mois d'incapacité de travail primaire à compter du 1er janvier 2021 ;

- une indemnité minimale à partir du 4e mois d'incapacité de travail primaire à compter du 1er janvier 2022.

Afin de lier les allocations au bien-être et de ne pas créer de situation de risque de pauvreté, l'indemnité minimale pour les travailleurs réguliers et non réguliers ayant charge de famille est relevée au niveau du montant minimum journalier des travailleurs avec charge de famille.

Les Conseils souhaitent modifier la date d'entrée en vigueur de cette mesure pour la période 2021, en la déplaçant au 1er juillet 2021 au lieu du 1er avril 2021 comme prévu dans la proposition du gouvernement. Cette mesure est en effet sans objet au moins jusqu'au 30 juin 2021, vu le relèvement de l'indemnité de maladie au moins jusqu'au niveau de l'allocation de chômage temporaire pour force majeure corona.

b) Augmentation de la prime de rattrapage dans le régime de l'AMI

Au vu du budget libéré par l'adaptation mentionnée au point a), les Conseils demandent d'accorder complètement dès 2021 l'augmentation prévue de 80 euros de la prime de rattrapage pour les personnes avec charge de famille, que la proposition prévoyait d'échelonner sur deux ans (2021 et 2022).

c) Augmentation de l'allocation pour les parents isolés qui interrompent ou réduisent leur carrière dans le cadre d'un congé thématique pour s'occuper d'un enfant

La proposition du gouvernement prévoit, au 1er janvier 2022, une augmentation de 4,5 % de l'allocation pour les parents isolés qui interrompent ou réduisent leur carrière dans le cadre d'un congé thématique pour s'occuper d'un enfant. Une augmentation similaire était également prévue dans le cadre de la liaison au bien-être pour la période 2019-2020.

Étant donné qu'au cours des précédents exercices en matière de liaison au bien-être, des mesures ont déjà été prises en vue d'augmenter l'allocation pour les congés thématiques, les Conseils renvoient à leur avis n° 2.129, dans lequel ils ont indiqué que cette augmentation a été conçue comme un mouvement de rattrapage supplémentaire pour relever l'allocation jusqu'au-dessus du seuil de pauvreté européen. Ils jugent par conséquent qu'une augmentation de 4,5 % n'est plus nécessaire pour 2021-2022 et avancent dès lors une proposition alternative.

Ils souhaitent ainsi prévoir, pour les allocations dans le cadre des congés thématiques, d'une part, une augmentation du montant brut de l'allocation pour les parents isolés qui réduisent leur carrière d'1/10 dans le cadre d'un congé parental jusqu'à la moitié de l'allocation au cas où un parent isolé réduit sa carrière d'1/5 dans le cadre d'un congé parental.

D'autre part, ils souhaitent prévoir une augmentation de 2,4 % de l'allocation pour les parents isolés qui réduisent ou interrompent leur carrière dans le cadre d'un congé thématique pour s'occuper d'un enfant.

Ils proposent finalement de prévoir également une augmentation de 2,4 % de l'allocation pour les parents isolés qui réduisent leur carrière d'1/5 dans le cadre d'un crédit-temps pour s'occuper d'un enfant.

Il est demandé que les mesures de la proposition alternative entrent en vigueur le 1er juillet 2021.

2.1.2.2. Points d'attention pour le chômage

a) Diminution de l'intervention du FFE dans le chômage temporaire

Par ailleurs, dans le droit fil de la proposition du gouvernement, les Conseils souhaitent souligner que l'augmentation des allocations et des plafonds en matière de chômage temporaire ne peut pas être mise à la charge du FFE. Afin de réaliser cet objectif, l'intervention du FFE dans le chômage temporaire est réduite proportionnellement. Les Conseils demandent aux administrations concernées de concrétiser cette proposition et de la soumettre à leurs comités de gestion respectifs.

b) Augmentation des plafonds de calcul dans la branche chômage du régime des travailleurs salariés

Les Conseils précisent que, tout comme lors des précédents exercices, l'augmentation des plafonds de calcul dans la branche chômage vaut tant pour les nouveaux entrants que pour les allocataires existants.

c) En raison des forfaits lors de la dernière période d'indemnisation, la dégressivité des allocations de chômage est lissée au cours des périodes précédentes. En vue de ne pas créer de la sorte de nouveaux pièges à l'emploi, les Conseils proposent de neutraliser l'effet de cette augmentation en partant, pour le calcul de la dégressivité, du forfait précédent non majoré, sauf pour les minima des cohabitants.

2.2. Assistance sociale

Les Conseils rappellent que, dans le cadre de l'accord de gouvernement du 30 septembre 2020, le gouvernement a annoncé un certain nombre d'augmentations à l'assistance sociale à partir du 1er janvier 2021. Le gouvernement a ainsi annoncé qu'il relèverait le revenu d'intégration sociale, l'Allocation de Remplacement de Revenu et la GRAPA de 10,75% sur quatre ans pour les rapprocher du seuil de pauvreté.

Afin de poursuivre leurs efforts pour relever ces allocations les plus basses, les Conseils proposent d'affecter l'ensemble de l'enveloppe pour l'assistance sociale en relevant l'ensemble des allocations d'assistance sociale (GRAPA/RGPA, ARR, RIS et aide sociale équivalente au RIS) de 2% au 1er juillet 2021.

2.3. Neutralisation des limites de revenus

Les Conseils sont d'avis que, dans le cadre de l'exécution du présent avis sur la liaison au bien-être, il faut veiller à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas écrêtée, mais neutralisée lors de l'octroi des avantages sociaux, y compris les avantages sociaux au niveau des entités fédérées. Ils insistent dès lors pour que les dispositions nécessaires soient prises à cet effet.

2.4. Régime des travailleurs indépendants

Les Conseils constatent que la proposition du gouvernement concerne la répartition de l'enveloppe bien-être pour les travailleurs salariés et que le gouvernement ne formule pas de proposition de répartition de l'enveloppe bien-être pour les travailleurs indépendants. Comme cette décision n'appartient pas aux seuls Conseils, le régime des travailleurs indépendants n'est pas traité dans le présent avis. Les Conseils ne se prononcent dès lors pas sur ce volet.

Les Conseils demandent d'apporter le plus rapidement possible la clarté sur le volet concernant les travailleurs indépendants et ils demandent à être informés dans les meilleurs délais des travaux en cours au sein du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations. Les Conseils rappellent à cet égard les parallèles évidents qui existent entre les régimes pour ce qui concerne la concrétisation et la mise en œuvre des adaptations au bien-être.

* * *

Les Conseils insistent auprès du gouvernement et du Parlement pour qu'ils exécutent correctement l'ensemble des mesures prévues dans la proposition du gouvernement et dans le présent avis unanime, comme le gouvernement s'y est engagé le 13 avril 2021. Par ailleurs, les Conseils demandent que l'ensemble de ces mesures soit traduit le plus rapidement possible dans la législation et la réglementation, de sorte que toutes les administrations et institutions d'exécution concernées puissent prendre, d'ici les dates prévues d'entrée en vigueur, les dispositions administratives et pratiques nécessaires, telles que, par exemple, l'adaptation des applications informatiques.

Annexes

Annexe 1 : Proposition du gouvernement adressée au Président du Groupe des Dix le 13 avril 2021

Annexe 2 : Proposition adaptée des Conseils

Annexe 3 : Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Annexe 4 : Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020

Annexe 5 : Facteurs contextuels

Annexe 1

Proposition du gouvernement adressée au Président du Groupe des Dix le 13 avril 2021

Annexe 1 : Proposition du gouvernement adressée au Président du Groupe des Dix le 13 avril 2021

Le gouvernement soumet aux partenaires sociaux au sein du CNT et du CCE la proposition de répartition de l'enveloppe bien-être des travailleurs salariés en annexe et demande leur avis pour le 19 avril au plus tard. Dans ce cadre, le gouvernement invite les partenaires sociaux à tenir compte de l'accord de gouvernement concernant les pensions dans leurs négociations.

A défaut d'avis à cette date, la proposition de répartition du gouvernement est exécutée.

Si les partenaires sociaux rendent un avis unanime pour le 19 avril, le gouvernement s'engage à exécuter cet avis.

L'impact de l'augmentation du montant de l'allocation de chômage temporaire ne peut pas être mis à la charge du FFE.

Annexe : enveloppe bien-être

Enveloppes disponibles

Le gouvernement propose de reprendre les enveloppes suivantes, dont les montants ont été calculés par le secrétariat du CCE et qui tiennent compte du pécule de vacances et des marges et surcoûts :

- Enveloppe salariés : 311.399.999 euros pour 2021 et 625.200.001 euros pour 2022 ;
- Enveloppe indépendants : 51,1 millions d'euros en 2021 et 96,1 millions d'euros pour 2022 ;
- Enveloppe assistance : 42,5 millions d'euros pour 2021 et 87,2 millions d'euros pour 2022.

Principes de la proposition du gouvernement concernant l'enveloppe salariés

- Tous les points qui ont fait l'objet d'un accord entre les interlocuteurs sociaux sont repris dans la proposition globale ;

- Pour les autres éléments, la répartition de l'enveloppe 2019-2020 est reprise, à l'exception des minima pensions, où on octroie 2% comme prévu dans la loi[2] et à l'exception du plafond de pensions qui est également augmenté de 2%, conformément à l'accord de gouvernement.

Proposition de répartition de l'enveloppe salariés

La proposition suivante est présentée aux partenaires sociaux :

Risques professionnels	**Date entrée en vigueur**
Accidents du travail	
Minima et forfaits +2%	01-07-21
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	01-01-22
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-07-21
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-01-22
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	01-07-21
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	01-07-21
Maladies professionnelles	
Minima et forfaits +2%	01-07-21
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	01-01-22
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-07-21
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-01-22
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	01-07-21
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	01-07-21
Pensions	**Date entrée en vigueur**
Pensions minimum +2%	01-07-21
Droit minimum par année de carrière +2%	01-01-22[3]
Plafond droit minimum par année de carrière +2%	01-01-22[3]
Plafond de calcul +2%	01-01-22[3]
Pensions ayant pris cours en 2016 +2% (exclusion des minima)	01-07-21
Pensions ayant pris cours en 2017 + 2% (exclusion des minima)	01-01-22
Pensions (à l'exclusion des minima) ayant pris cours avant 2006 (+1,2%)	01-07-21
Pécule de vacances +3,8%	01-05-21
Pécule de vacances +2,7%	01-05-22

[2] L'enveloppe 2019-2020 prévoyait en effet une correction de la mesure prise par le gouvernement Michel visant à faire une distinction entre les pensions minimum pour carrière complète et celles pour carrière incomplète. Les partenaires sociaux avaient donc attribué 1% aux pensions minimum pour carrière complète et 2,4112% aux pensions minimum pour carrière incomplète. Cette distinction n'a évidemment pas lieu d'être ici et on propose donc de reprendre strictement les paramètres de la loi, soit une augmentation de 2%.

[3] Les dates d'entrée en vigueur de ces mesures ont été adaptées après contact avec les cellules stratégiques concernées pour rectifier une erreur matérielle.

Indemnités AMI	**Date entrée en vigueur**
Minima travailleurs réguliers	
Chefs de ménage +2,5%	01-07-21
Autres catégories +2%	01-07-21
Minima travailleurs irréguliers +2%	01-07-21
Plafond nouveaux entrants +1,1%	01-01-22
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-07-21
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) + 2%	01-01-22
Allocations ayant pris cours avant 2006 (à l'exclusion des minimas) +0,95%	01-07-21
Prime de rattrapage	
En 2021 augmentation charge de famille : +68 euro et sans charge de famille : +30 euro	01-05-21
En 2022 augmentation charge de famille : +12 euro et sans charge de famille : +10 euro	01-05-22
Aide de tiers +0,5%	01-07-21
Anticipation Augmentation minima pour les personnes avec charge de famille : - pour les travailleurs réguliers : augmentation au niveau des travailleurs réguliers avec charge de famille après 6 mois; - pour les travailleurs irréguliers : augmentation au niveau des travailleurs irréguliers avec charge de famille après 6 mois.	01-04-21
Mineurs : pension invalidité +2,5%	01-07-21
Chômage	**Date entrée en vigueur**
<u>Augmentation minima et forfaits</u>	
Chômage complet	
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	01-07-21
- isolés +2,4112%	01-07-21
- Cohabitants, à l'exclusion des cohabitants privilégiés +2%	01-07-21
- Catégorie résiduelle (y compris aidants proches) +2,4112%	01-07-21
Chômage temporaire +3,5%	01-07-21
Chômeurs avec complément d'entreprise	
- Chefs de famille +3,5%	01-07-21
- isolés +2,4112%	01-07-21
- cohabitants +2%	01-07-21
Vacances jeunes (forfait) +2,4112%	01-07-21
Vacances sénior (forfait) +2,4112%	01-07-21
Accueillantes d'enfants (forfait) +2,4112%	01-07-21
Allocations d'insertion	
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	01-07-21
- isolés +2,4112%	01-07-21
- cohabitants +2%	01-07-21
<u>Augmentation des congés thématiques parents isolés qui s'occupent de leur enfant (+4,5%)</u>	01-01-22
<u>Augmentations plafonds</u>	
Chômage complet +1,1%	01-07-21
RCC +1%	01-07-21
Chômage temporaire+1,1%	01-07-21
Vacances jeunes et séniors +1,1%	01-07-21

Annexe 2

Proposition adaptée des Conseils

Annexe 2 : Proposition adaptée des Conseils

Régime des travailleurs salariés

CHIFFRES PROVISOIRES, ENCORE A VERIFIER PAR LES PARASTATAUX			
Pensions	**date d'entrée en vigueur**	**2021**	**2022**
Pensions minimum +2%	01-07-21	59.533.237	120.745.570
Droit minimum par année de carrière +2%	01-01-22		1.401.212
Plafond droit minimum par année de carrière +2%	01-01-22		417.842
Plafond de calcul +2%	01-01-22		25.236
Pensions ayant pris cours en 2016 +2% (exclusion des minima)	01-07-21	11.270.836	21.978.131
Pensions ayant pris cours en 2017 + 2% (exclusion des minima)	01-01-22		23.401.875
Pensions (à l'exclusion des minima) ayant pris cours avant 2006 (+1,2%)	01-07-21	48.356.533	94.295.240
Pécule de vacances +3,8%	01-05-21	54.501.141	53.138.612
Pécule de vacances +2,7% (en supplément du pourcentage accordé en 2021)	01-05-22		40.881.130
DEPENSE TOTALE PENSIONS		**173.661.747**	**356.284.847**

AMI	**date d'entrée en vigueur**	**2021**	**2022**
Minima travailleurs réguliers			
Chefs de ménage +2,5%	01-07-21	15.152.906	31.473.048
Autres catégories +2%	01-07-21	23.163.696	48.145.168
Minima travailleurs irréguliers +2%	01-07-21	11.882.757	24.672.918
Plafond nouveaux entrants +1,1%	01-01-22		2.645.078
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-07-21	2.231.004	4.216.194
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) + 2%	01-01-22	-	4.912.812
Allocations ayant pris cours avant 2006 (à l'exclusion des minimas) +0,95%	01-07-21	1.466.365	2.627.582
Prime de rattrapage			
En 2021 augmentation charge de famille : +80 euros et sans charge de famille : +30 euros	01-05-21	17.930.871	18.645.577
En 2022 augmentation sans charge de famille : +10 euros	01-05-22		3.284.292
Aide de tiers +0,5%	01-07-21	359.897	748.928
Augmentation minima anticipés pour les personnes avec charge de famille : - pour les travailleurs réguliers : augmentation au niveau des travailleurs réguliers avec charge de famille après 6 mois; - pour les travailleurs irréguliers : augmentation au niveau des travailleurs irréguliers avec charge de famille après 6 mois.	01-07-21	2.914.843	10.043.648
Mineurs : pension invalidité +2,5%	01-07-21	7.924	14.598
DEPENSE TOTALE AMI		**75.110.263**	**151.429.841**

Chômage	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Augmentation minima et forfaits			
Chômage complet			
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	01-07-21	24.350.882	47.746.496
- isolés +2,4112%	01-07-21	9.958.011	19.525.376
- Cohabitants, à l'exclusion des cohabitants privilégiés +2%	01-07-21	5.323.650	10.438.455
- Catégorie résiduelle (y compris aidants proches) +2,4112%	01-07-21	40.880	80.156
Chômage temporaire +3,5%	01-07-21	1.121.348	1.545.344
Chômeurs avec complément d'entreprise			
- Chefs de famille +3,5%	01-07-21	54.014	101.188
- isolés +2,4112%	01-07-21	22.028	41.266
- cohabitants +2%	01-07-21	7.389	13.842
Vacances jeunes (forfait) +2,4112%	01-07-21	5.801	7.397
Vacances senior (forfait) +2,4112%	01-07-21	530	644
Accueillants d'enfants (forfait) +2,4112%	01-07-21	67.462	93.139
Allocations d'insertion			
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	01-07-21	3.209.161	6.161.072
- isolés +2,4112%	01-07-21	1.223.582	2.348.737
- cohabitants +2%	01-07-21	1.039.728	1.995.820
Congés thématiques (public et privé)			
Allocation du congé parental 1/10e pour les familles monoparentales : relever le montant jusqu'à la moitié du congé 1/5e	01-07-21	3.852	7.204
Allocation des parents isolés qui s'occupent de leur(s) enfant(s) +2,4%	01-07-21	124.634	232.987
Crédit-temps			
Crédit-temps 1/5e pour les parents isolés qui s'occupent de leur(s) enfant(s) +2,4%	01-07-21	89.069	183.510
Augmentations plafonds (nouveaux entrants et cas existants)			
Chômage complet +1,1%	01-07-21	5.334.050	10.458.849
RCC +1%	01-07-21	2.712.803	5.082.040
Chômage temporaire+1,1%	01-07-21	1.471.150	2.027.411
Vacances jeunes et seniors +1,1%	01-07-21	24.413	31.003
DEPENSE TOTALE CHOMAGE		**56.184.437**	**108.121.936**

Risques professionnels	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Accidents du travail			
Minima et forfaits +2%	01-07-21	1.431.727	2.863.454
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	01-01-22		112.544
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-07-21	95.743	191.485
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-01-22		161.220
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	01-07-21	700.000	1.400.000
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	01-07-21	375.011	750.022
Maladies professionnelles			
Minima et forfaits +2%	01-07-21	1.428.561	2.818.708
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	01-01-22		58.192
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-07-21	11.333	21.759
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) +2%	01-01-22		32.427
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	01-07-21	145.406	279.180
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	01-07-21	426.720	844.905
DEPENSE TOTALE RISQUES PROFESSIONNELS		**4.614.500**	**9.533.898**

	2021	2022
Dépense totale	**309.570.947**	**625.370.522**
ENVELOPPE TOTALE	**311.399.999**	**625.200.001**
EXCEDENT ENVELOPPE	**1.829.052**	**- 170.521**

Régime de l’assistance sociale

	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Revenu d'intégration et équivalent du revenu d'intégration +2%	01-07-21	15,5	32,6
ARR +2%	01-07-21	13,8	27,5
GRAPPA et RGPA +2%	01-07-21	13,6	27,3
DEPENSE TOTALE ASSISTANCE SOCIALE		**42,9**	**87,4**
ENVELOPPE TOTALE ASSISTANCE SOCIALE		**42,5**	**87,2**
EXCEDENT ENVELOPPE ASSISTANCE SOCIALE		**-0,4**	**-0,2**

Note : Coût en millions d'euros

Annexe 3

Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale
et d’assistance sociale

REP-ENV21-12233

Federaal Planbureau
Economische analyses en vooruitzichten

Bureau fédéral du Plan
Analyses et prévisions économiques

Welvaartsenveloppes 2021-2022 in de regelingen van sociale zekerheid en bijstand

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

Oktober - Octobre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Kunstlaan 47-49
1000 Brussel

Avenue des Arts 47-49
1000 Bruxelles

e-mail: contact@plan.be
http://www.plan.be

Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut.

Het FPB voert beleidsrelevant onderzoek uit op economisch, sociaal-economisch vlak en op het vlak van leefmilieu. Hiertoe verzamelt en analyseert het FPB gegevens, onderzoekt het aanneembare toekomstscenario's, identificeert het alternatieven, beoordeelt het de gevolgen van beleidsbeslissingen en formuleert het voorstellen.

Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen. Het FPB zorgt voor een ruime verspreiding van zijn werkzaamheden. De resultaten van zijn onderzoek worden ter kennis gebracht van de gemeenschap en dragen zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: http://www.plan.be
e-mail: contact@plan.be

Overname wordt toegestaan, behalve voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : http://www.plan.be
e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Federaal Planbureau
Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel
tel.: +32-2-5077311
fax: +32-2-5077373
e-mail: contact@plan.be
http://www.plan.be

Bureau fédéral du Plan
Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles
tél. : +32-2-5077311
fax : +32-2-5077373
e-mail : contact@plan.be
http://www.plan.be

Welvaartsenveloppes 2021-2022 in de regelingen van sociale zekerheid en bijstand

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

Oktober – Octobre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Inhoudstafel - Table des matières

Federaal Planbureau **2**

Le Bureau fédéral du Plan **2**

Inhoudstafel - Table des matières **2**

1. Inleiding **1**

2. Bruto welvaartsenveloppe 2021-2022 ..... **3**

2.1. Bruto enveloppe 2021-2022 in de werknemersregeling 3

2.1.1. Globaal 3

2.1.1. Naar tak Pensioenen 3

2.1.2. Naar tak ZIV-uitkeringen 4

2.1.3. Naar tak werkloosheid 5

2.1.4. Naar tak arbeidsongevallen 6

2.1.5. Naar tak beroepsziekten 6

2.2. Bruto enveloppe 2021-2022 in de zelfstandigenregeling 7

2.2.1. Globaal 7

2.2.2. Naar tak pensioenen 7

2.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen 7

2.2.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht 7

2.3. Bruto enveloppe 2021-2022 in de bijstandsregeling 8

1. Inleiding

De wet van 23 december 2005 met betrekking tot het Generatiepact [1] installeert een structureel mechanisme van welvaartsbinding van uitkeringen in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling[2]. De wet voorziet een procedure in drie stappen. In een eerste fase wordt tweejaarlijks de grootte van de "beschikbare" welvaartsenveloppe per regeling berekend. In een tweede fase wordt door de gemengde commissie welvaartsvastheid een advies opgesteld met betrekking tot de invulling van de beschikbare enveloppen. Concreet gaat het om voorstellen van aanpassingen van uitkeringen, berekeningsplafonds of inkomensdrempels waarbij rekening gehouden wordt met ontwikkelingen inzake economische groei, werkgelegenheidsgraad, duurzaam financieel evenwicht in sociale zekerheid en bijstand, vergrijzing, inactiviteitsvallen, ... Vanaf de enveloppe 2011-2012 dient het advies ook rekening te houden met de eventuele meerkosten of marges (minderkosten) veroorzaakt door de beslissingen met betrekking tot de voorgaande tweejaarlijkse periode. Bovendien heeft de Programmawet van 29 december 2014 de kinderbijslagen uit de berekeningsbasis van de welvaartsenveloppe gehaald, zowel bij de werknemers- als bij de zelfstandigenregeling. In een derde fase beslist de regering over de concrete maatregelen. Indien zij hierbij afwijkt van het advies van de sociale partners, dient dat uitdrukkelijk gemotiveerd te worden.

Tijdens de vergadering van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid van 16/10/2020 werd aan het Federaal Planbureau een raming van de welvaartsenveloppe 2021-2022 per regeling en per tak gevraagd. Vervolgens werd op de vergadering van deze Commissie van 17/11/2020 het detail gevraagd van deze cijfers naar parameter. Dit rapport stelt de door het FPB geraamde bruto enveloppe 2021-2022 voor in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling. Deze welvaartsenveloppes[3] zijn gebaseerd op de parameters zoals voorzien in het Generatiepact, zonder rekening te houden met eventuele meerkosten of marges veroorzaakt door maatregelen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe. Die meerkosten of marges worden in een afzonderlijk rapport door het FPB opgesteld op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid[4].

De wet voorziet dat de enveloppe in de werknemers- en in de zelfstandigenregeling minimaal[5] moet overeenstemmen met de geraamde uitgaven van:

– een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% voor minima en forfaitaire uitkeringen;

– een jaarlijkse verhoging met 1,25% van de grenzen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de inkomensvervangende uitkeringen en, in de pensioenregeling van werknemers, van het minimumrecht per loopbaanjaar;

---

1 Artikel 5 en 6, artikel 72 en 73.

2 Hoofdstuk IV van de programmawet van 27 december 2006 voegt artikel 73bis en 73ter toe aan de wet op het Generatiepact waardoor ook de bijstandsregelingen opgenomen worden.

3 De term "bruto" wijst op het feit dat er geen rekening is gehouden met eventuele meerkosten of marges die kunnen ontstaan door beslissingen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe.

4 Federaal Planbureau, "Berekening van de meerkosten of de marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020", september 2020.

5 Merk op dat de regering kan afwijken van het gezamenlijk advies van de CRB en de NAR betreffende de verdeling en de omvang van de financiële middelen bepaald overeenkomstig de wet op het generatiepact, mits uitdrukkelijke motivatie.

– een jaarlijkse welvaartsaanpassing met 0,5% voor alle inkomensvervangende sociale uitkeringen, met uitzondering van de forfaitaire uitkeringen.

Voor de bijstand dient de enveloppe minimaal overeen te stemmen met de som van de geraamde uitgaven van een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% van het leefloon, het equivalent leefloon, de inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT), de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB).

De bruto enveloppes voor de tweejaarlijkse periode 2021-2022 worden geraamd op basis van de Economische Begroting van het Federaal Planbureau van september 2020, vervolledigd voor het jaar 2022 met een actualisering van de middellangetermijnperspectieven [6]. Deze vooruitzichten zijn gebaseerd op een scenario waarin de COVID-19 crisis in 2020 is opgenomen en op veronderstellingen over de macro-economische en socio-economische gevolgen ervan. Het moet benadrukt worden dat er grote onzekerheden bestaan omtrent deze gevolgen, in het bijzonder wat deze studie aangaat over het aantal werklozen en gerechtigden op het leefloon, die het bedrag van de enveloppe beïnvloeden.

Het Federaal Planbureau wenst de verschillende administraties (DG Personen met een Handicap, Federale Pensioendienst, Fedris, POD Maatschappelijke Integratie, Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, Rijksdienst voor Ziekte-en invaliditeit, Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering der Zelfstandigen) te danken voor hun constructieve medewerking die de opmaak van de welvaartsenveloppes mogelijke maakte.

Hierna worden de verschillende enveloppes per regeling voorgesteld en onderverdeeld naar tak binnen elke regeling (bedragen in miljoen euro aan de index 107,2 (basis 2013=100); dit is de spilindex van toepassing op de sociale uitkeringen vanaf maart 2020) [7].

[6] Federaal Planbureau, Economische vooruitzichten 2020-2025 – Actualisering van september 2020, oktober 2020

[7] Pro memorie, de gemiddelde index van de sociale uitkeringen bedraagt volgens de in september 2020 geactualiseerde Economische Vooruitzichten 107,91 in 2021 en 109,34 in 2022 (basisjaar 2013 = 100).

2. Bruto welvaartsenveloppe 2021-2022

2.1. Bruto enveloppe 2021-2022 in de werknemersregeling

2.1.1. Globaal

Tabel 1 **Raming van de bruto enveloppe 2021-2022 in de werknemersregeling**
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Pensioenen		
- zonder vakantiegeld in tak pensioenen	169.9	346.7
- met vakantiegeld in tak pensioenen	176.9	361.2
ZIV-uitkeringen	76.5	153.3
- waarvan deel primaire arbeidsongeschiktheid	12.6	21.7
- waarvan deel moederschapsrust	3.8	5.7
- waarvan deel invaliditeit	60.1	125.9
Werkloosheid	58.2	109.4
Beroepsziekten	2.0	4.1
Arbeidsongevallen	2.8	5.6
Totale bruto enveloppe 2021-2022 – zonder vakantiegeld in tak pensioenen	**309.4**	**619.1**
Totale bruto enveloppe 2021-2022 – met vakantiegeld in tak pensioenen	**316.4**	**633.6**

In bovenstaande tabel worden er twee versies van de enveloppe in de werknemersregeling voorgesteld. Enerzijds een bruto enveloppe die rekening houdt met een verhoging van het vakantiegeld voor gepensioneerden conform de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%. Anderzijds een enveloppe die geen rekening houdt met de uitgaven voor het vakantiegeld.

2.1.1. Naar tak Pensioenen

Tabel 2 **Pensioenen**
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022	2021	2022
	MET VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN*		ZONDER VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN	
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	59.4	121.0	59.4	121.0
Minimumrecht per loopbaanjaar 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.9	3.5	0.9	3.5
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.0	0.1	0.0	0.1
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	116.6	236.5	109.7	222.1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	**176.9**	**361.2**	**169.9**	**346.7**

* De uitgaven voor vakantiegeld worden verhoogd zoals de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%

Bovenstaande tabel geeft de opsplitsing naar parameter van de bruto enveloppe 2021-2022 in de tak pensioenen. Opnieuw worden er twee versies van de enveloppe voorgesteld: enerzijds met vakantiegeld en anderzijds zonder vakantiegeld. Het vakantiegeld wordt verhoogd met 0,5% conform

de “welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen” en is in deze lijn van bovenstaande tabel terug te vinden.

2.1.2. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 3 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	50,4	105,1
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	2,8	8,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	23,2	40,1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	76,5	153,3

Onderstaande tabellen splitst de enveloppe voor ZIV-uitkeringen op tussen primaire arbeidsongeschiktheid, moederschapsrust en invaliditeit.

Tabel 4 ZIV-uitkeringen: deel primaire ongeschiktheid
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1,6	3,4
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1,8	5,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	9,1	13,3
Totale bruto enveloppe 2021-2022	12,6	21,7

Tabel 5 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	-	-
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,6	1,4
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	3,2	4,2
Totale bruto enveloppe 2021-2022	3,8	5,7

Tabel 6 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	48,7	101,8
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,4	1,5
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	10,9	22,6
Totale bruto enveloppe 2021-2022	60,1	125,9

2.1.3. Naar tak werkloosheid

Tabel 7 Werkloosheid
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	37,3	73,4
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	5,3	10,7
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	15,6	25,3
Totale bruto enveloppe 2021-2022	58,2	109,4

2.1.4. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 8 **Arbeidsongevallen**
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1.4	2.7
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.1	0.4
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1.3	2.6
Totale bruto enveloppe 2021-2022	2.8	5.6

Sinds 2012 zijn de welvaartsaanpassingen voor de vergoedingen ten laste van Fedris, ook deze voor de uitkeringen die betaald worden door de verzekeringsmaatschappijen. Daarom wordt voortaan geen opdeling meer gemaakt tussen Fedris en de verzekeringsmaatschappijen. De verhoging van het plafond daarentegen is wel ten laste van de verzekeraars. Aangezien zij bij de toekenning van een verhoging van het plafond reserves dienen aan te leggen, dient de berekening voor de verzekeraars gemaakt te worden in kapitalisatie, terwijl de enveloppe berekend wordt in repartitie. De methode voor deze omzetting naar repartitie werd een aantal jaren geleden vastgelegd in samenspraak met de verzekeraars.

2.1.5. Naar tak beroepsziekten

Tabel 9 **Beroepsziekten**
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1.6	3.1
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.1	0.2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.4	0.7
Totale bruto enveloppe 2021-2022	2.0	4.1

2.2. Bruto enveloppe 2021-2022 in de zelfstandigenregeling

2.2.1. Globaal

Tabel 10 Raming van de bruto enveloppe 2021-2022 in de zelfstandigenregeling
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Pensioenen	37,5	76,1
ZIV-uitkeringen	6,2	12,8
Overbruggingsrecht	0,1	0,1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	43,8	89,0

2.2.2. Naar tak pensioenen

Tabel 11 Pensioenen
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	34,3	69,6
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,0	0,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	3,2	5,4
Totale bruto enveloppe 2021-2022	37,5	76,1

2.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 12 ZIV-uitkeringen
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022		
Primaire arbeidsongeschiktheid	1,3	2,7
Invaliditeit	4,4	9,1
Moederschapsrust	0,5	0,9
Totale bruto enveloppe 2021-2022	6,2	12,8

2.2.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 13 RSVZ-Overbruggingsrecht
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,1	0,1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	0,1	0,1

2.3. Bruto enveloppe 2021-2022 in de bijstandsregeling

Tabel 14 Raming van de bruto enveloppe 2021-2022 in de bijstandsregeling
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Leefloon en equivalent leefloon*	15.5	32.8
Inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT)	13.8	27.7
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB)	13.6	27.5
Totale bruto enveloppe 2021-2022	**42.9**	**87.9**

*Het leefloon is in de enveloppeberekening opgenomen voor het gedeelte van de toelage van de federale overheid aan de OCMW's.

De bijstandsuitkering vormt vaak een aanvulling op andere inkomens (uit arbeid, sociale uitkeringen, inkomen van de partner,…). Bij het bepalen van de hoogte van de bijstandsuitkering wordt rekening gehouden met (een gedeelte van) die inkomens. Bij de raming van de welvaartsenveloppe speelt de evolutie van deze bestaansmiddelen dan ook een belangrijke rol. Maar aangezien deze evolutie onzeker is, dienen hierover hypothesen gesteld te worden. De raming van de bruto enveloppe 2021-2022 zoals voorgesteld in tabel 14, veronderstelt geen groei van de bestaansmiddelen in 2021-2022 en kent dus aan alle bijstandsgerechtigden de waarde in euro toe van de verhoging van het baremabedrag met 1%[8].

[8] Zoals toegelicht in WP4-11 van het FPB ("Welvaartsbinding van sociale en bijstandsuitkeringen", Federaal Planbureau, WP4-11, maart 2011), kunnen andere hypothesen over bijvoorbeeld de evolutie van de bestaansmiddelen leiden tot divergerende welvaartsenveloppen. Het is echter essentieel dat dezelfde hypothesen worden gebruikt zowel voor de berekening van de beschikbare enveloppe als voor de raming van de financiële weerslag van de maatregelen effectief genomen in het kader van de enveloppe. Indien aan deze voorwaarde voldaan is, dan zullen verschillen in de raming van de beschikbare enveloppe en in de raming van de kosten van de maatregelen genomen in het kader van de enveloppe van dezelfde grootteorde zijn (ex ante), en dit ongeacht de evolutie van de bestaansmiddelen (behalve wanneer de toekenning van de enveloppe gericht zou zijn op een categorie waarvan de evolutie van de bestaansmiddelen sterk zou afwijken van die van de andere categorieën). Indien het totale bedrag van de enveloppe herverdeeld kan worden over de verschillende bijstandsregelingen, is het ook aangewezen dat dezelfde methode gebruikt wordt voor de verschillende regelingen.

Annexe 4

Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020

REP-ENVBIENETRE_12222

Federaal Planbureau
Economische analyses en vooruitzichten

Bureau fédéral du Plan
Analyses et prévisions économiques

Berekening van de meerkosten of de marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

September - Septembre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Kunstlaan 47-49
1000 Brussel

Avenue des Arts 47-49
1000 Bruxelles

e-mail: contact@plan.be
http://www.plan.be

Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut.

Het FPB voert beleidsrelevant onderzoek uit op economisch, sociaal-economisch vlak en op het vlak van leefmilieu. Hiertoe verzamelt en analyseert het FPB gegevens, onderzoekt het aanneembare toekomstscenario's, identificeert het alternatieven, beoordeelt het de gevolgen van beleidsbeslissingen en formuleert het voorstellen.

Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen. Het FPB zorgt voor een ruime verspreiding van zijn werkzaamheden. De resultaten van zijn onderzoek worden ter kennis gebracht van de gemeenschap en dragen zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: http://www.plan.be
e-mail: contact@plan.be

Overname wordt toegestaan, behalve voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : http://www.plan.be
e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Federaal Planbureau
Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel
tel.: +32-2-5077311
fax: +32-2-5077373
e-mail: contact@plan.be
http://www.plan.be

Bureau fédéral du Plan
Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles
tél. : +32-2-5077311
fax : +32-2-5077373
e-mail : contact@plan.be
http://www.plan.be

Berekening van de meerkosten of de marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

September – Septembre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Inhoudstafel - Table des matières

Federaal Planbureau **2**

Le Bureau fédéral du Plan **2**

Inhoudstafel - Table des matières **2**

1. Inleiding **1**

2. Meerkosten of marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020. ..... **4**

2.1. In de werknemersregeling 4

2.1.1. Globaal 4

2.1.2. Naar tak pensioenen 5

2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen 6

2.1.4. Naar tak werkloosheid 9

2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen 10

2.1.6. Naar tak beroepsziekten 11

2.2. In de zelfstandigenregeling 12

2.2.1. Globaal 12

2.2.3. Naar tak pensioenen 13

2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen 13

2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht 14

2.3. In de bijstandsregeling 15

1. Inleiding

De wet van 23 december 2005 met betrekking tot het Generatiepact [1] installeert een structureel mechanisme van welvaartsbinding van uitkeringen in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling[2]. De wet voorziet een procedure in drie stappen. In een eerste fase wordt tweejaarlijks de grootte van de bruto welvaartsenveloppe per regeling[3] berekend[4]. In een tweede fase wordt door de gemengde commissie welvaartsvastheid van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Nationale Arbeidsraad een advies opgesteld met betrekking tot de invulling van de beschikbare enveloppen. Concreet gaat het om voorstellen van aanpassingen van uitkeringen, berekeningsplafonds of inkomensdrempels waarbij rekening gehouden wordt met ontwikkelingen inzake economische groei, werkgelegenheidsgraad, duurzaam financieel evenwicht in sociale zekerheid en bijstand, vergrijzing, inactiviteitsvallen, ... Vanaf de enveloppe 2011-2012 dient het advies ook rekening te houden met de eventuele meerkosten of marges (minderkosten) veroorzaakt door de beslissingen met betrekking tot de voorgaande tweejaarlijkse periode. In een derde fase beslist de regering over de concrete maatregelen. Indien zij hierbij afwijkt van het advies van de sociale partners, dient dat uitdrukkelijk gemotiveerd te worden.

Dit rapport stelt de marges of meerkosten in 2021-2022 van de genomen maatregelen in 2019-2020 in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020 voor, berekend door het Federaal Planbureau op vraag van de gemengde commissie welvaartsvastheid (CRB/NAR). Het FPB wenst de verschillende administraties (DG Personen met een Handicap, Federale Pensioendienst, Fedris, POD Maatschappelijke Integratie, Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, Rijksdienst voor Ziekte-en invaliditeit, Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering der Zelfstandigen) uitdrukkelijk te danken voor hun constructieve medewerking die de opmaak van deze berekeningen mogelijke maakte.

De bruto enveloppe voor welvaartsaanpassingen, berekend volgens de parameters van het generatiepact, heeft uiteraard een bepaalde meerjaarlijkse dynamiek, gegeven het relatieve gewicht van de verschillende parameters (1,25%; 1%; 0,5%) die de enveloppe bepaalt. Binnen elke regeling (werknemers, zelfstandigen of bijstand) kan de toewijzing van de tweejaarlijkse enveloppe door de regering op voorstel van de sociale partners vrij gebeuren over takken (pensioenen, ZIV, werkloosheid. …), types uitkeringen en categorieën van gerechtigden heen. Ook deze maatregelen brengen gerelateerde uitgaven met een eigen dynamiek over verschillende jaren met zich mee. In grote lijnen[5] onderscheiden we enerzijds herwaarderingsmaatregelen waarvan de gerelateerde uitgaven een op termijn uitdovend karakter hebben en anderzijds herwaarderingsmaatregelen waarvan de uitgaven een permanent karakter hebben. Zo leidt de herwaardering van een niet-forfaitaire uitkering (bijvoorbeeld, een welvaartsaanpassing op 1 september 2019 van de pensioenen die 5 jaar geleden

1 Artikel 5 en 6, artikel 72 en 73.

2 Hoofdstuk IV van de programmawet van 27 december 2006 voegt artikel 73bis en 73ter toe aan de wet op het Generatiepact waardoor ook de bijstandsregelingen opgenomen worden.

3 De Programmawet van 29 december 2014 heeft de kinderbijslagen uit de berekeningsbasis van de welvaartsenveloppe gehaald, zowel bij de werknemers- als bij de zelfstandigenregeling.

4 De raming van het Federaal Planbureau van de enveloppe voor de periode 2021-2022 is beschikbaar in het rapport van het Federaal Planbureau "Welvaartsenveloppes 2021-2022 in de regelingen van sociale zekerheid en bijstand", oktober 2020.

5 Voor een uitgebreide analyse, zie "Avis relatif à l'enveloppe budgétaire 2009-2010 réservée aux adaptations au bien-être", Studiecommissie voor de Vergrijzing, Hoge Raad van Financiën, juli 2008.

ingegaan zijn met 2%) tot tijdelijke kosten. De kosten dalen immers naarmate de generatie waarop de maatregel van toepassing is, uitsterft. Omgekeerd zal een herwaardering van een berekeningsparameter (zoals een plafond of een vervangingsratio) of van een forfaitaire of minimumuitkering permanente kosten veroorzaken in de mate dat de maatregel niet enkel betrekking heeft op huidige generatie(s) maar ook op toekomstige generaties gerechtigden. Verder kan het toewijzen van de enveloppe ten voordele van een bepaalde tak of een categorie gerechtigden waarvan het aantal gerechtigden een stijgende trend vertoont in vergelijking met andere takken of categorieën eveneens leiden tot hogere kosten in de daaropvolgende jaren.

Gegeven bovenvermelde verschillende uitgavenprofielen kunnen de meerjaarlijkse kosten van de beschikbare enveloppe (als totaal van de uitgaven per regeling op basis van de parameters 1,25; 1 en 0,5) verschillen van de meerjaarlijkse kosten van de genomen maatregelen in het kader van die enveloppe. Eenzelfde enveloppe, die op verschillende manieren tussen verschillende herwaarderingen wordt verdeeld, kan dus op langere termijn tot sterk uiteenlopende uitgavenprofielen leiden. Met andere woorden, de maatregelen genomen in het kader van de toewijzing van de enveloppe 2019-2020 kunnen in 2021-2022 tot kosten leiden die verschillen van de kosten die gegenereerd zouden zijn bij toepassing van de herwaarderingen volgens de berekeningsregels van de bruto enveloppe 2019-2020. Het verschil in 2021-2022 van enerzijds de kosten van de bruto enveloppe 2019-2020 en anderzijds de kosten van de genomen maatregelen in het kader van de enveloppe 2019-2020, geeft de meerkosten (-) of marge (+) van de beslissingen met betrekking tot de enveloppe 2019-2020 in 2021-2022.

Merk op dat de impact van de COVID-19 crisis zowel wordt doorgerekend op de ramingen van de bruto enveloppe als op de raming van de maatregelen. Beiden houden dus rekening met de gevolgen van deze crisis op het aantal gerechtigden (dit is in het bijzonder van belang voor de onderdelen werkloosheid en leefloon) zodat de gevolgen van de gezondheidscrisis binnen een tak geneutraliseerd worden bij de berekening van meerkosten en marges.

Bij de berekening van de globale meerkosten of marges per regeling (Tabel 1, Tabel 10 en Tabel 14) werd ook een lijn opgenomen met de aangepaste bruto enveloppe. Deze aangepaste bruto enveloppe houdt rekening met de beslissing van de regering om een voorafname te doen op de enveloppe 2019 van 80 miljoen[6] (enkel impact in 2019), alsook met de meerkosten of marges in 2019-2020 van de maatregelen in het kader van de enveloppe 2017-2018.[7] Deze reductie van de bruto enveloppe werd voor dit rapport overgenomen uit het advies van de sociale partners van 23 april 2019 (tabel 1.3.2) en omgezet in de prijsindices die in dit rapport worden gehanteerd. In de tabellen met de opsplitsing van de meerkosten of marges per tak binnen een regeling werd geen rekening gehouden met deze reductie.

---

6 Tijdens de thematische ministerraad van 26 juli 2017 over de economische ontwikkeling en sociale cohesie werd beslist om in het kader van armoedebestrijding 80 miljoen euro te besteden aan de strijd tegen armoede. Ter concretisering hiervan werd bij de begrotingsopmaak 2018 een enveloppe van 80 miljoen euro voorafgenomen uit de welvaartsenveloppe 2019 om bepaalde uitkeringen sneller te laten stijgen. De totale welvaartsenveloppe diende daarom gecorrigeerd te worden voor deze voorafname (begrotingsnotificatie van 26 juli 2018). In het advies Welvaartsvastheid 2019-2020 werden twee opties uitgewerkt: een optie waarin zowel in 2019 als in 2020 de enveloppe werd verminderd met de voorafname van 80 miljoen en een optie waarin de voorafname enkel werd geïmputeerd op de enveloppe van 2019. Na contact met de regering op 27 maart heeft de Groep van 10 de tweede optie weerhouden.

7 Advies "Welvaartsvastheid 2019-2020" van de Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, 23 april 2019

Hierna wordt per regeling en per tak de meerkosten of marges voorgesteld. Alle bedragen zijn uitgedrukt in lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2 basis 2013 = 100, dit is de spilindex van toepassing op de sociale uitkeringen vanaf maart 2020) en in miljoen euro.

2. Meerkosten of marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020.

2.1. In de werknemersregeling

2.1.1. Globaal

Tabel 1 **Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering op advies van de sociale partners voor de periode 2019-2020 - WERKNEMERSREGELING**
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2019-2020				
FPD Pensioenregeling voor werknemersregeling	132.3	331.7	336.5	339.8
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	53.4	138.6	143.4	146.6
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoeslag, tijdskrediet	35.5	149.0	107.9	102.5
FAO en VM Arbeidsongevallen	2.5	6.9	7.1	7.3
FBZ Beroepsziekten	2.3	5.7	5.6	5.5
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**226.1**	**631.9**	**600.4**	**601.7**
B. Bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling				
FPD Pensioenregeling voor werknemersregeling	163.1	336.0	339.2	340.4
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	67.4	138.1	132.4	132.5
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoeslag, tijdskrediet	49.8	153.4	118.1	114.3
FAO en VM Arbeidsongevallen	2.9	6.1	6.5	6.9
FBZ Beroepsziekten	1.9	3.8	3.7	3.6
Bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling	**285.0**	**637.4**	**599.8**	**597.7**
Aangepaste bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling, rekening houdend met het advies sociale partners van 23 april 2019, tabel 1.3.2	**231.8**	**633.1**	**595.4**	**593.3**
C. Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**59.0**	**5.5**	**-0.6**	**-4.0**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met aangepaste bruto enveloppe	**5.8**	**1.2**	**-5.0**	**-8.4**

Globaal leiden de genomen maatregelen in het kader van de aangepaste welvaartsenveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling tot een meerkost van 5,0 miljoen euro in 2021 en van 8,4 miljoen euro in 2022.

2.1.2. Naar tak pensioenen

Tabel 2 Pensioenen
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging proportionele pensioenen ingegaan voor 2010 (excl minima) met 0,785% op 01-08-2019	40.0	100.1	92.8	85.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen volledige loopbaan met 1% op 01-07-2019	17.4	36.1	37.8	38.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen onvolledige loopbaan met 2,4112% op 01-07-2019	24.0	50.4	52.7	54.3
Verhoging minimumrecht per loopbaanjaar met 2.4112% op 01-01-2020	0.0	1.5	4.4	7.4
Verhoging plafond minimum jaarrecht +2.4112% op 01-01-2020	0.0	0.8	2.2	3.7
Verhoging vakantiegeld met 3,7% op 01-05-2019 en met 4,05% op 01-05-2020 (in totaal +7,9%)	43.9	95.7	99.9	103.3
Verhoging loonplafond met 1,7% op 01-01-2020	0.0	0.0	0.1	0.3
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2014) met 2%, zonder minima op 01/09/2019	7.1	22.2	21.9	21.6
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2015) met 2%, zonder minima op 01/01/2020	0.0	24.8	24.5	24.2
Aanpassen beperking overlevingspensioen bij cumul met sociale uitkeringen (linken aan IGO-bedrag)	0.0	0.1	0.1	0.1
Forfaitaire lonen optrekken tot welvaartsniveau 2020 (voor loopbaanjaren vanaf 2000) (onder voorbehoud van inwerking treden maatregel)	0.0	0.0	0.1	0.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	132.3	331.7	336.5	339.8
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 01-01-2019 en 01-01-2020	0.0	0.1	0.3	0.7
Minimumrecht per loopbaanjaar +1,25% op 01-01-2019 en 01-01-2020	0.8	3.2	5.2	7.3
Minimumpensioen +1% op 01-01-2019 en 01-01-2020	52.7	109.7	114.8	118.2
+0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 01-01-2019 en 01-01-2020 (inclusief vakantiegeld)	109.6	223.1	218.9	214.2
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	163.1	336.0	339.2	340.4
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	30.8	4.4	2.7	0.5

2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 3 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020	**53.4**	**138.6**	**143.4**	**146.6**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	2.7	7.1	9.1	9.9
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	44.0	94.6	98.8	102.5
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	20.8	36.4	24.4	20.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**67.4**	**138.1**	**132.4**	**132.5**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**14.0**	**-0.5**	**-11.1**	**-14.1**

Onderstaande tabellen splitst de berekening van de marges voor ZIV-uitkeringen op tussen primaire arbeidsongeschiktheid, moederschapsrust en invaliditeit.

Tabel 4 ZIV-uitkeringen: deel primaire arbeidsongeschiktheid
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging plafonds +1,1% op 1.1.2020	0.0	1.7	2.7	2.8
Verhoging minima: regelmatige werknemers (gezinslast en alleenstaanden +1,0%; samenwonende +2.4112%) op 1.7.2019 ; onregelmatige werknemers zonder gezinslast +2,0% op 1.7.2019 ; onregelmatige werknemers (met gezinslast +1,25% en zonder gezinslast +1,225%) op 1.1.2020 ; forfait hulp van derden +5% op 1.8.2019	1.1	3.1	3.0	3.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**1.1**	**4.8**	**5.8**	**5.9**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.7	4.6	5.7	5.8
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.6	3.3	3.3	3.3
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	8.1	12.1	3.3	0.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**11.5**	**20.0**	**12.3**	**9.1**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**10.3**	**15.2**	**6.5**	**3.2**

Tabel 5 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging plafond met 1,1% op 1.1.2020	0.0	0.5	0.7	0.7
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**0.0**	**0.5**	**0.7**	**0.7**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.6	1.4	1.6	1.6
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	3.0	3.9	0.9	0.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**3.6**	**5.3**	**2.5**	**1.6**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**3.6**	**4.8**	**1.8**	**0.9**

Tabel 6 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging plafonds +1,1% op 1.1.2020	0.0	0.3	0.7	1.0
Verhoging minima regelmatige werknemers (gezinslast en alleenstaanden +1,0%; samenwonende +2.4112%) op 1.7.2019	22.8	49.5	51.9	54.0
Verhoging minima onregelmatige werknemers: zonder gezinslast +2,0% op 1.7.2019 ; met gezinslast +1,25% en zonder gezinslast +1,225% op 1.1.2020	7.1	28.0	29.3	30.5
Verhoging van de forfaits voor de mijnwerkers +2,4112% op 1.7.2019 ; forfait hulp van derden +5% op 1.8.2019	2.6	6.6	6.6	6.6
Cohorte 2013 (6 jaar), cohorte 2014 (5 jaar), cohorte 2015 (5 jaar), exclusief minima +2% op 1.9.2019 ; verhoging uitkeringen ingegaan vóór 2010 (exclusief minima) +0,7% op 1.8.2019 en +0,0993% op 1.1.2020	4.3	15.8	14.1	12.6
Inhaalpremie voor personen met gezinslast +50 euro na 1 jaar en na 2 jaar AO op 1.5.2019 ; voor personen met gezinslast +50 euro na 1 jaar en +55 euro na 2 jaar AO op 1.5.2020 ; voor personen zonder gezinslast +20 euro na 1 jaar en +40 euro na 2 jaar AO op 1.5.2019 en op 1.5.2020	15.5	33.1	34.3	35.3
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**52.3**	**133.3**	**137.0**	**140.0**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.4	1.1	1.8	2.5
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	42.4	91.3	95.5	99.2
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	9.6	20.4	20.3	20.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**52.4**	**112.8**	**117.6**	**121.7**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**0.1**	**-20.5**	**-19.3**	**-18.3**

2.1.4. Naar tak werkloosheid

Tabel 7 Werkloosheid
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Bedragen thematische verloven voor alleenstaanden met kinderen +4,5% op 1.1.2020	0.0	0.6	0.5	0.5
Verhoging minima en forfaits bij volledige werkloosheid (3,5 % voor gezinshoofden, 2,4112 % voor alleenstaanden, 2 % voor niet- bevoorrechte samenwonenden, 3,5 % voor bevoorrechte samenwonenden) op 1.7.2019	31.9	67.4	78.3	76.3
Verhoging minima en forfaits bij tijdelijke werkloosheid: 3,5 % op 1.7.2019; één minimum voor alle gezinscategorieën (op het niveau van dat met gezinslast op 1.1.2020	0.1	40.9	4.6	2.5
Verhoging minima en forfaits: bij werkloosheid met bedrijfstoeslag (3,5 % voor gezinshoofden, 2,4112 % voor alleenstaanden, 2 % voor samenwonenden) en bij onthaalouders (2,4112 %) op 1.7.2019 ; inschakelingsuitkering voor alleenstaanden +0,8191% op 1.1.2020 ; jeugd- en seniorvakantie +2,4112% op 1.1.2020 ; samenwonenden werklozen tot code 39 (eerste periode) op 1.1.2020	0.1	1.2	1.3	1.3
Plafond (bestaande maxima en nieuwe intredes): +1,1% in volledige werkloosheid op 1.9.2019 ; +1,1% voor jeugd- en seniorvakantie op 1.1.2020	2.7	9.3	11.8	12.5
Plafond (bestaande maxima en nieuwe intredes): +1,1% in tijdelijke werkloosheid op 1.9.2019	0.6	21.0	3.4	1.8
Plafond (bestaande maxima en nieuwe intredes): +1,0% in SWT op 1.1.2020	0.0	6.2	5.5	5.1
IGU (uniforme uurtoeslag op het niveau van die met gezinslast) op 1.1.2020	0.0	2.5	2.5	2.4
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**35.5**	**149.0**	**107.9**	**102.5**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	4.1	49.6	22.1	23.4
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	31.6	67.7	73.6	72.2
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	14.1	36.1	22.3	18.6
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**49.8**	**153.4**	**118.1**	**114.3**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**14.3**	**4.4**	**10.2**	**11.7**

Certains des résultats de la branche chômage pour l'année 2020 sont marqués par la crise sanitaire et son impact sur le chômage temporaire. Parmi les mesures répertoriées en chômage temporaire, on peut relever le coût de l'augmentation des minima et de l'instauration d'un seul minimum au niveau de celui de chef de ménage, ainsi que le relèvement du plafond salarial. L'enveloppe théorique brute relative à l'année 2020, recalculée en tenant compte de la crise sanitaire, reste globalement supérieure à l'enveloppe attribuée mais pas pour chaque paramètre de calcul. Le coût des revalorisations des minima et forfaits accordées dans le cadre de l'enveloppe brute est inférieur au coût des minima et forfaits des mesures, principalement en raison du coût de l'instauration d'un seul minimum en chômage temporaire. Par contre, le coût de la revalorisation du plafond salarial dans l'enveloppe théorique (2 revalorisations de 1,25%, au 1/1/2019 et au 1/1/2020) est supérieur au coût de la mesure de revalorisation

du plafond salarial en chômage temporaire. Enfin l'enveloppe théorique brute comprend deux revalorisations de 0,5% (au 1/1/2019 et au 1/1/2020) des allocations non minimales et non forfaitaires, ce qui permet globalement de dégager une marge en 2020.

En matière de chômage temporaire, les effets de la crise sanitaire seraient très nettement moindres en 2021 (avec un retour aux conditions habituelles d'accès et d'indemnisation) d'après les perspectives de moyen terme du Bureau fédéral du Plan et une situation habituelle en termes de nombre de bénéficiaires serait présente à partir de 2022. Cependant le nombre de chômeurs complets augmenterait fortement en 2021. Il faut souligner que toutes ces estimations sont tributaires du scénario macroéconomique retenu, largement entouré d'incertitude quant à l'évolution et aux conséquences de la crise du COVID-19.

2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 8 **Arbeidsongevallen**
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Minima en forfaitaire bedragen 2,4112% op 1.7.2019	1.4	2.9	2.9	3.0
Plafond 1,1% op 1.1.2020		0.2	0.4	0.5
Cohorte 2013, 6 jaar, 2% op 1.9.2019	0.1	0.2	0.2	0.2
Cohorte 2014, 5 jaar, 2% op 1.9.2019	0.1	0.2	0.2	0.2
Cohorte 2015, 5 jaar, 2% op 1.1.2020		0.2	0.2	0.2
Overige uitkeringen ingegaan vóór 2010, 0,7% op 1.8.2019 en 0,0993% op 1.1.2020	0.6	1.7	1.6	1.6
Verlaging sociale bijdrage na pensionering tot 5,34% op 1.10.2019	0.4	1.5	1.5	1.5
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**2.5**	**6.9**	**7.1**	**7.3**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.2	0.6	1.0	1.4
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.3	2.6	2.7	2.7
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.4	2.9	2.8	2.7
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**2.9**	**6.1**	**6.5**	**6.9**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**0.4**	**-0.7**	**-0.6**	**-0.4**

2.1.6. Naar tak beroepsziekten

Tabel 9 **Beroepsziekten**
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Minima en forfaitaire bedragen 2,4112% op 1.7.2019	1.7	3.5	3.3	3.2
Plafond 1,1% op 1.1.2020		0.0	0.1	0.1
Cohorte 2013, 6 jaar, 2% op 1.9.2019	0.0	0.1	0.1	0.1
Cohorte 2014, 5 jaar, 2% op 1.9.2019	0.0	0.1	0.1	0.1
Cohorte 2015, 5 jaar, 2% op 1.1.2020		0.0	0.0	0.0
Overige uitkeringen ingegaan vóór 2010, 0,7% op 1.8.2019 en 0,0993% op 1.1.2020	0.1	0.4	0.3	0.3
Verlaging sociale bijdrage na pensionering tot 5,34% op 1.10.2019	0.4	1.7	1.6	1.6
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**2.3**	**5.7**	**5.6**	**5.5**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.1	0.2	0.2	0.3
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.4	2.9	2.8	2.7
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.4	0.7	0.7	0.7
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**1.9**	**3.8**	**3.7**	**3.6**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**-0.5**	**-2.0**	**-1.9**	**-1.8**

2.2. In de zelfstandigenregeling

2.2.1. Globaal

Tabel 10 **Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering op advies van de sociale partners voor de periode 2019-2020 - ZELFSTANDIGENREGELING**
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2019-2020				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	32.5	68.6	69.7	70.7
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	4.2	10.4	10.5	11.0
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0.0	23.9	0.1	0.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**36.7**	**102.9**	**80.3**	**81.8**
B. Bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling				
Onderverdeeld naar tak in de zelfstandigenregeling				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	35.5	73.7	74.6	75.4
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	5.4	12.3	12.3	12.8
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0.1	47.7	0.1	0.1
Bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling	**41.0**	**133.7**	**87**	**88.3**
Aangepaste bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling, rekening houdend met het advies sociale partners van 23 april 2019, tabel 1.3.2	**37.1**	**134.3**	**87.6**	**88.9**
C. Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**4.3**	**30.8**	**6.7**	**6.5**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met aangepaste bruto enveloppe	**0.4**	**31.4**	**7.3**	**7.1**

Globaal leiden in de zelfstandigenregeling de genomen maatregelen die kaderen in de aangepaste welvaartsenveloppe 2019-2020 tot een marge van 7,3 miljoen euro in 2021 en 7,1 miljoen euro in 2022. We merken op dat de raming van de maatregelen voor de tak pensioenen (deel A van bovenstaande tabel) voor de maatregel m.b.t. de hervorming van de correctiecoëfficiënt uitgaat van de raming van de kostprijs in 2020-2022 (zie ook Tabel 11). In het "Advies Welvaartsvastheid 2019-2020" werd voor deze maatregel een budget van 6 miljoen euro in 2020 gereserveerd, wat overeenstemt met de geraamde kostprijs van deze maatregel in 2030 (in constante prijzen aan index 105,1 (2013=100)).

2.2.3. Naar tak pensioenen

Tabel 11 Pensioenen
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging proportionele pensioenen ingegaan voor 2010 (excl minima) met 0,785% op 01-08-2019	1.0	2.2	2.0	1.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen volledige loopbaan met 1% op 01-07-2019	5.2	10.6	10.8	10.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen onvolledige loopbaan met 2,4112% op 01-07-2019	26.1	53.6	54.5	55.3
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2014) met 2%, zonder minima op 01/09/2019	0.3	0.9	0.9	0.9
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2015) met 2%, zonder minima op 01/01/2020	0.0	1.1	1.1	1.1
Verhoging plafond bij cumul overlevingspensioen met uitkeringen op 01/07/2019	0.0	0.0	0.0	0.0
Hervorming correctiecoëfficiënt (enkelvoudige coëfficiënt van 69,154%) voor loopbaanjaren vanaf 01/01/2019[a]	0.0	0.1	0.2	0.4
Verhoging forfaitaire bedrijfsinkomsten (voor loopbaanjaren vóór 1984) met 2,4112% op 01/07/2019	0.0	0.1	0.1	0.2
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**32.5**	**68.6**	**69.7**	**70.7**
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1.25% op 01-01-2019 en 01-01-2020	0.0	0.0	0.0	0.0
Minimumpensioen +1% op 01-01-2019 en 01-01-2020	32.1	66.7	67.8	68.8
+0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 01-01-2019 en 01-01-2020	3.4	7.0	6.8	6.6
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	**35.5**	**73.7**	**74.6**	**75.4**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**3.0**	**5.1**	**5.0**	**4.8**

[a] In het "Advies Welvaartsvastheid 2019-2020" werd hiervoor een budget gereserveerd in 2020 van 6 miljoen euro. Dit stemt overeen met de geraamde kostprijs van deze maatregel in 2030 (in constante prijzen aan index 105,1 (2013=100)). De vermelde bedragen in tabel 11 zijn de geraamde uitgaven voor deze maatregel in de voorgestelde jaren.

2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 12 ZIV-uitkeringen
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging van de forfaits: in primaire ongeschiktheid en invaliditeit (1% met gezinslast en alleenstaanden, 2,4112% voor samenwonenden) op 1.7.2019 ; allocation de maternité, d'adoption et congé parental d'accueil +1% op 1.7.2019 ; hulp van derden +5% op 1.8.2019	3.9	8.9	9.0	9.4
Inhaalpremie: +8,25 euro op 1.5.2019, +46,55 euro op 1.5.2020	0.2	1.5	1.5	1.6
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**4.2**	**10.4**	**10.5**	**11.0**
Bruto enveloppe 2019-2020 (1% op 1.1.2019 en 1% op 1.1.2020)	**5.4**	**12.3**	**12.3**	**12.8**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**1.3**	**1.9**	**1.7**	**1.8**

2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 13 RSVZ-Overbruggingsrecht
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging met 1,0% van het overbruggingsrecht op 1.7.2019	0.0	23.9	0.1	0.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**0.0**	**23.9**	**0.1**	**0.1**
Bruto enveloppe 2019-2020 (+1% op 1.1.2019 en 1% op 1.1.2020)	**0.1**	**47.7**	**0.1**	**0.1**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**0.0**	**23.7**	**0.1**	**0.1**

Les résultats relatifs au droit-passerelle pour l'année 2020 attirent l'attention à deux niveaux. D'une part, le coût de la mesure de revalorisation de 1% au 1er juillet 2019 atteint le montant de 23,9 millions en raison des mesures temporaires prises à la suite de la crise sanitaire. D'autre part, l'enveloppe théorique brute relative à cette année, recalculée en tenant compte de la crise sanitaire, représente environ le double du coût de la mesure car l'enveloppe théorique intègre deux revalorisations de 1% (au 1/1/2019 et au 1/1/2020) alors que la mesure n'en comptabilise qu'une seule au 1/7/2019. Ceci explique également la marge dégagée en 2021 et 2022. Soulignons que le scénario macroéconomique retenu est largement entouré d'incertitude quant à l'évolution et aux conséquences de la crise du COVID-19 et qu'à politique inchangée, les mesures temporaires facilitant l'accès au droit-passerelle prennent fin au 31 décembre 2020.

2.3. In de bijstandsregeling

Tabel 14 Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2019-2020- BIJSTANDSREGELING
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
A. Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Leefloon en equivalent leefloon: categorie 1 en 2: +2% op 01-07-2019 en +1,225% op 01-01-2020; categorie 3: +1,25% op 01-01-2020	8.2	34.9	37.3	39.2
Inkomensvervangende tegemoetkoming voor personen met een handicap (IVT): categorie 1 en 2: +2% op 01-07-2019 en +1,225% op 01-01-2020; categorie 3: +1,25% op 01-01-2020	6.5	30.1	30.2	30.1
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd Inkomen voor Bejaarden (GIB): verhoging met 0,3 % op 1-07-2019 en + 0,8973 op 01-01-2020	2.0	16.0	16.1	16.2
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	**16.6**	**81.0**	**83.5**	**85.5**
B. Bruto enveloppe 2019-2020 in de bijstandsregeling				
(via toepassing wettelijke parameter voor bruto enveloppe, nl. verhoging met 1% op 01-01-2019 en op 01-01-2020)				
Leefloon en equivalent leefloon	13.5	28.5	30.5	32.0
IVT	13.2	27.0	27.1	27.0
IGO en GIB	13.1	26.8	26.9	27.1
Bruto enveloppe 2019-2020 in de bijstandsregeling	**39.8**	**82.2**	**84.5**	**86.1**
Aangepaste bruto enveloppe rekening houdend met het advies sociale partners van 23 april 2019 tabel 1.3.2	**16.4**	**80.9**	**83.1**	**84.8**
C. Marges (+) of meerkosten (-) van maatregelen genomen in 2019-2020				
Leefloon en equivalent leefloon	5.4	-6.4	-6.8	-7.2
IVT	6.7	-3.1	-3.1	-3.1
IGO en GIB	11.1	10.8	10.9	10.9
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**23.2**	**1.3**	**0.9**	**0.6**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met aangepaste enveloppe	**-0.2**	**-0.0**	**-0.4**	**-0.7**

a Le coût des mesures a été calculé sur la base de la dotation en la matière du pouvoir fédéral aux CPAS.

Globaal leiden de genomen maatregelen in het kader van de aangepaste welvaartsenveloppe 2019-2020 in bijstand tot een meerkost van 0,4 miljoen euro in 2021 en van 0,7 miljoen euro in 2022.

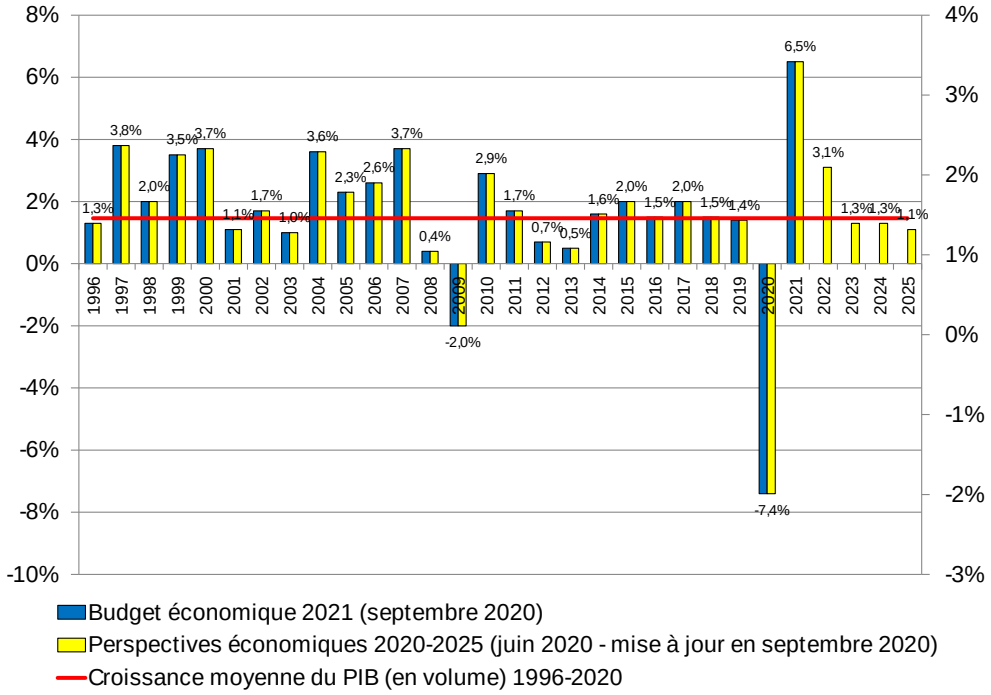
Annexe 5

Facteurs contextuels

Données collectées en décembre 2020.

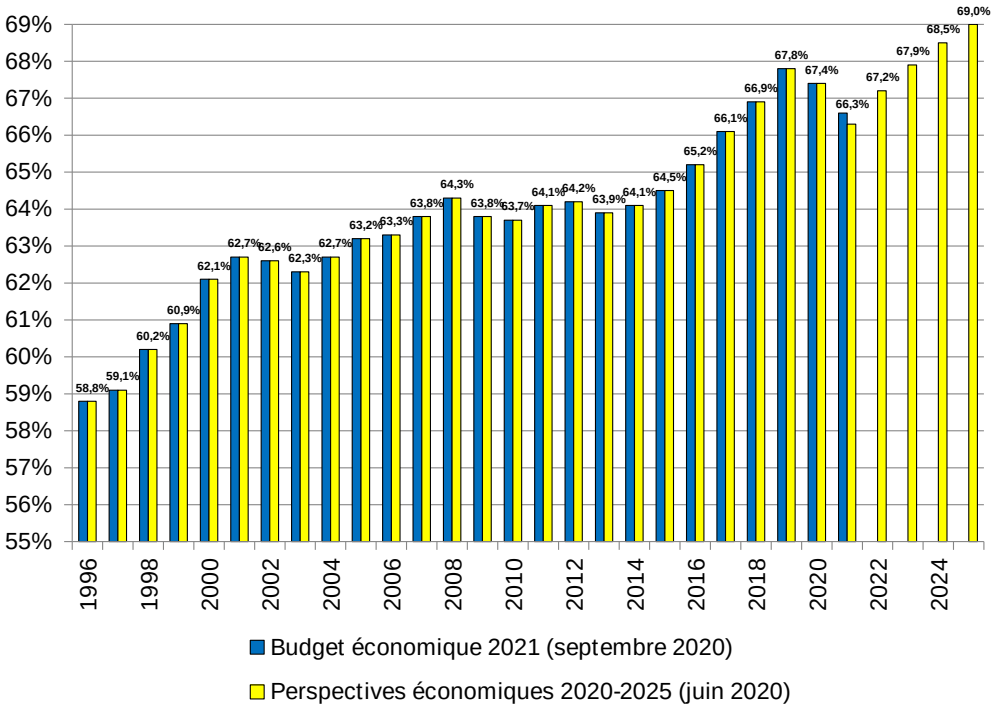
1. Croissance économique

Graphique 1-1 : Évolution de la croissance du PIB (en volume) depuis 1996 et perspectives jusqu'en 2025



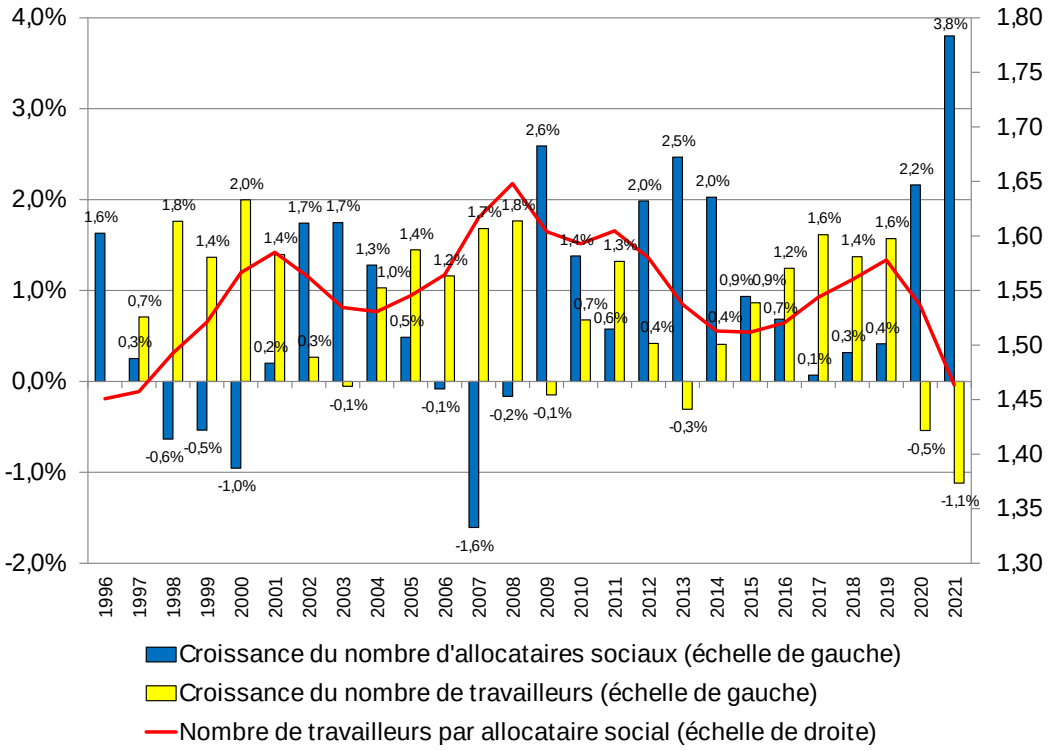
2. Taux d'emploi

Graphique 2-1 : Évolution du taux d'emploi depuis 1996 et perspectives jusqu'en 2025



3. Rapport entre le nombre d'allocataires et le nombre d'actifs occupés

Graphique 3-1 : Évolution du nombre d'actifs occupés et d'allocataires sociaux ayant droit à une allocation de remplacements de revenu (excepté l'invalidité de travail primaire) depuis 1996 (et perspectives pour 2020-2021)



Source : Bureau fédéral du plan

Remarque : le nombre d'allocataires ne tient pas compte des personnes en incapacité de travail primaire puisqu'il n'y a pas de données disponibles sur base mensuelle pour le calcul d'une moyenne annuelle.

Tableau 3-1: Rapport entre le nombre d'allocataires et le nombre d'actifs occupés

1. ALLOCATAIRES SOCIAUX																							
1.a NOMBRE																							
(moyenne sur base mensuelle, en milliers)	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Régime des travailleurs	**2348,2**	**2356,4**	**2405,2**	**2456,3**	**2494,3**	**2508,3**	**2507,2**	**2463,1**	**2457,8**	**2528,4**	**2565,9**	**2579,9**	**2632,7**	**2699,9**	**2755,9**	**2780,4**	**2797,6**	**2796,6**	**2802,4**	**2811,7**	**2875,0**	**2992,5**
Nombre de pensions	1425,2	1425,6	1434,2	1438,4	1443,1	1453,7	1459,8	1468,2	1488,0	1503,1	1518,3	1549,0	1585,8	1624,2	1664,5	1700,4	1736,3	1769,6	1811,6	1846,8	1884,0	1915,5
Nombre d'invalides	181,3	186,3	191,0	197,1	202,5	206,5	212,2	219,8	227,9	238,7	251,6	263,7	276,5	291,5	310,5	334,3	356,6	373,1	390,3	410,6	429,8	448,1
Nombre de chômeurs (y compris chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi)	599,5	604,7	643,8	684,6	710,1	710,1	695,3	633,5	600,7	645,7	653,8	627,7	636,3	654,5	656,1	627,8	596,3	557,4	515,6	487,4	509,8	584,9
Nombre de chômeurs avec complément d'entreprise non demandeurs d'emploi	114,5	110,0	106,5	107,9	109,9	109,0	111,1	113,6	114,2	115,6	117,5	115,2	110,8	106,9	102,3	96,2	88,1	76,9	65,7	47,1	32,3	23,7
Nombre de crédit-temps/IC à temps plein	27,7	29,9	29,7	28,4	28,6	29,0	28,8	28,1	27,0	25,4	24,7	24,3	23,3	22,8	22,6	21,7	20,2	19,6	19,2	19,8	19,1	20,3
Régime des indépendants	**315,9**	**313,1**	**310,8**	**307,1**	**304,5**	**304,1**	**302,8**	**301,8**	**302,5**	**303,5**	**305,0**	**307,5**	**312,1**	**317,5**	**322,7**	**326,9**	**331,0**	**334,1**	**338,3**	**342,0**	**346,8**	**351,8**
Nombre de pensions	299,9	297,0	294,7	290,6	287,6	286,9	285,2	283,6	284,1	284,5	285,3	287,3	291,5	296,3	300,8	304,0	307,0	309,5	313,0	315,4	318,8	322,4
Nombre d'invalides	16,1	16,1	16,1	16,5	16,9	17,2	17,6	18,2	18,5	19,0	19,8	20,2	20,6	21,2	21,9	22,9	24,0	24,6	25,3	26,6	28,1	29,4
Total	**2664,2**	**2669,5**	**2716,0**	**2763,4**	**2798,8**	**2812,4**	**2810,1**	**2764,9**	**2760,3**	**2831,9**	**2870,9**	**2887,5**	**2944,8**	**3017,4**	**3078,6**	**3107,3**	**3128,6**	**3130,8**	**3140,7**	**3153,7**	**3221,9**	**3344,3**
1.b CROISSANCE																							
(en %)	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Régime des travailleurs		**0,3%**	**2,1%**	**2,1%**	**1,5%**	**0,6%**	**0,0%**	**-1,8%**	**-0,2%**	**2,9%**	**1,5%**	**0,5%**	**2,0%**	**2,6%**	**2,1%**	**0,9%**	**0,6%**	**0,0%**	**0,2%**	**0,3%**	**2,3%**	**4,1%**
Pensions		0,0%	0,6%	0,3%	0,3%	0,7%	0,4%	0,6%	1,3%	1,0%	1,0%	2,0%	2,4%	2,4%	2,5%	2,2%	2,1%	1,9%	2,4%	1,9%	2,0%	1,7%
Invalides		2,7%	2,5%	3,2%	2,8%	2,0%	2,8%	3,6%	3,7%	4,7%	5,4%	4,8%	4,9%	5,4%	6,5%	7,7%	6,7%	4,6%	4,6%	5,2%	4,7%	4,3%
Chômeurs (y compris chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi)		0,9%	6,5%	6,3%	3,7%	0,0%	-2,1%	-8,9%	-5,2%	7,5%	1,3%	-4,0%	1,4%	2,9%	0,2%	-4,3%	-5,0%	-6,5%	-7,5%	-5,5%	4,6%	14,7%
Chômeurs avec complément d'entreprise non demandeurs d'emploi		-4,0%	-3,2%	1,3%	1,8%	-0,8%	1,9%	2,3%	0,5%	1,2%	1,7%	-2,0%	-3,8%	-3,5%	-4,3%	-6,0%	-8,4%	-12,7%	-14,6%	-28,3%	-31,3%	-26,8%
Crédit-temps/IC à temps plein		7,8%	-0,7%	-4,4%	0,9%	1,3%	-0,5%	-2,6%	-3,7%	-6,2%	-2,6%	-1,6%	-4,1%	-2,2%	-0,9%	-3,7%	-7,0%	-2,9%	-2,3%	3,1%	-3,3%	6,1%
Régime des indépendants		**-0,9%**	**-0,7%**	**-1,2%**	**-0,8%**	**-0,1%**	**-0,4%**	**-0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,5%**	**0,8%**	**1,5%**	**1,7%**	**1,6%**	**1,3%**	**1,2%**	**1,0%**	**1,2%**	**1,1%**	**1,4%**	**1,4%**
Pensions		-0,9%	-0,8%	-1,4%	-1,0%	-0,2%	-0,6%	-0,6%	0,2%	0,1%	0,3%	0,7%	1,4%	1,7%	1,5%	1,1%	1,0%	0,8%	1,1%	0,8%	1,1%	1,1%
Invalides		-0,2%	0,2%	2,6%	2,4%	1,6%	2,7%	3,0%	1,7%	2,9%	4,2%	2,2%	1,9%	2,7%	3,4%	4,6%	4,6%	2,7%	2,8%	5,2%	5,5%	4,9%
Total		**0,2%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,3%**	**0,5%**	**-0,1%**	**-1,6%**	**-0,2%**	**2,6%**	**1,4%**	**0,6%**	**2,0%**	**2,5%**	**2,0%**	**0,9%**	**0,7%**	**0,1%**	**0,3%**	**0,4%**	**2,2%**	**3,8%**
2. TRAVAILLEURS																							
2.a NOMBRE																							
(moyenne sur base mensuelle, en milliers)	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
	4173	4231	4243	4240	4284	4346	4396	4470	4549	4542	4573	4634	4653	4639	4658	4698	4756	4833	4900	4977	4950	4894
2.b CROISSANCE																							
(en %)	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
		1,4%	0,3%	-0,1%	1,0%	1,4%	1,2%	1,7%	1,8%	-0,1%	0,7%	1,3%	0,4%	-0,3%	0,4%	0,9%	1,2%	1,6%	1,4%	1,6%	-0,5%	-1,1%
3. NOMBRE DE TRAVAILLEURS PAR ALLOCATAIRE SOCIAL																							
(moyenne sur base mensuelle, en milliers)	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5

4. Comptes de la sécurité sociale

Sécurité sociale des salariés : Comité de monitoring (octobre 2020)

(en millions d'euros sauf indication contraire)	2019 réalisaties - réalisations (1)	2020 Mon. juli '20 - Mon. juillet '20 (2)	2020 Mon. okt '20 - Mon. oct '20 (3)	2021 Mon. juli '20 - Mon. juillet '20 (4)	2021 Mon. okt '20 - Mon. oct '20 (5)	Verschil - Différence (3) vs. (2)	Verschil - Différence (5) vs. (4)	% Différence - Verschil (3) vs. (1)	% Différence - Verschil (5) vs. (3)	(in miljoen euro tenzij anders vermeld)
Cotisations	**51 750**	48 331	**49 609**	51 767	**52 428**	1 278	660	**- 4,1**	**5,7**	**Bijdragen**
Gestion globale	**51 672**	48 251	**49 529**	51 693	**52 353**	1 278	660	**- 4,1**	**5,7**	**Globaal beheer**
Cotisations sociales	49 188	45 826	47 054	49 234	49 871	1 228	637	- 4,3	6,0	Sociale bijdragen
Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard	73	9	32	5	1	23	- 3	- 55,5	- 95,9	Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlinteresten
Cotisations spécifiques	2 411	2 415	2 443	2 454	2 481	27	27	1,3	1,6	Specifieke bijdragen
Cotisations des organismes	78	80	80	75	75	0	0	2,7	- 6,8	Bijdragen instellingen
Subventions des pouvoirs publics	**6 806**	6 554	**6 490**	3 743	**3 532**	- 64	- 211	**- 4,6**	**- 45,6**	**Toelagen van de overheden**
ONSS-Gestion globale	2 276	2 352	2 290	2 391	2 198	- 63	- 192	0,6	- 4,0	RSZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	3 055	2 872	2 872	0	0	0	0	- 6,0		Evenwichtsdotatie
Entités fédérées	1 475	1 329	1 328	1 353	1 334	- 2	- 19	- 10,0	0,5	Gefedereerde entiteiten
Secteurs	0	0	0	0	0	0	0	- 8,7	- 20,2	Sectoren
Financement alternatif	**13 276**	14 274	**14 424**	16 116	**16 659**	150	544	**8,6**	**15,5**	**Alternatieve financiering**
Gestion globale	13 276	14 274	14 424	16 116	16 659	150	544	8,6	15,5	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	*4 466*	*5 124*	*5 269*	*6 128*	*6 540*	*145*	*412*	*18,0*	*24,1*	*waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging*
Organismes	0	0	0	0	0	0	0			Instellingen
Recettes affectées	1 598	1 477	1 494	1 563	1 570	17	7	- 6,5	5,1	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	430	617	506	556	520	- 111	- 36	17,6	2,9	Externe overdrachten
Produit des placements	**243**	146	**145**	130	**127**	- 2	- 3	**- 40,5**	**- 11,9**	**Opbrengsten beleggingen**
Gestion globale	243	146	145	130	127	- 2	- 3	- 40,4	- 11,9	Globaal beheer
Organismes	1	0	0	0	0	0	0	- 97,7	0,0	Instellingen
Divers	**195**	165	**165**	163	**164**	**0**	**1**	**- 15,3**	**- 0,7**	**Diversen**
Organismes	195	165	165	163	164	0	1	- 15,3	- 0,7	Instellingen
Total des recettes	**74 298**	71 565	**72 832**	74 038	**75 000**	1 268	962	**- 2,0**	**3,0**	**Totaal ontvangsten**
Prestations	**43 384**	51 100	**50 012**	50 066	**49 557**	- 1 088	- 509	**15,3**	**- 0,9**	**Uitkeringen**
Enveloppe bien-être	0	0	0	323	318	0	- 5			Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	8 800	9 608	9 668	9 876	9 940	60	64	9,9	2,8	RIZIV-Uitkeringen
SFP	27 792	29 423	29 289	31 127	31 252	- 134	124	5,4	6,7	FPD
ONAFTS	0	0	0	0	0	0	0			RKW
Fedris-AT	269	276	276	280	281	0	1	2,9	1,6	Fedris-AO
Fedris-MP	222	248	235	219	218	- 13	- 1	6,1	- 7,4	Fedris-BZ
ONEm	6 295	11 536	10 535	8 234	7 541	- 1 002	- 693	67,4	- 28,4	RVA
Interruption de carrière	511	552	548	509	515	- 4	6	7,2	- 6,0	Loopbaanonderbreking
Chômage	4 893	10 250	9 288	7 025	6 398	- 962	- 627	89,8	- 31,1	Werkloosheid
Chômage avec complément d'entreprise	891	735	698	700	627	- 37	- 72	- 21,6	- 10,1	Werkloosheid met bedrijfstoeslag
Mineurs	1	1	1	1	1	0	0	- 7,5	- 6,5	Mijnwerkers
Marins	7	8	8	7	7	1	0	26,4	- 16,4	Zeelieden
Frais de paiement	2	2	2	2	2	0	0	- 0,2	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	**1 087**	1 228	**1 237**	1 195	**1 185**	**9**	**- 10**	**13,8**	**- 4,2**	**Beheerskosten**
Gestion globale	192	203	202	205	207	- 1	2	5,4	2,3	Globaal beheer
Organismes	896	1 025	1 035	990	978	10	- 12	15,6	- 5,5	Instellingen
Transferts	**28 712**	29 659	**29 700**	31 090	**31 292**	41	203	**3,4**	**5,4**	**Overdrachten**
Pouvoir fédéral	2 764	2 932	2 756	2 959	2 807	- 175	- 152	- 0,3	1,8	Federale overheid
Entités fédérées	1 475	1 329	1 328	1 353	1 334	- 2	- 19	- 10,0	0,5	Gefedereerde entiteiten
INAMI-Soins de santé	24 473	25 398	25 615	26 778	27 151	217	374	4,7	6,0	RIZIV-Geneeskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	- 7	- 16	- 17	- 8	- 9	- 1	0	- 150,0	49,9	Interesten op leningen
Divers	**158**	149	**149**	142	**144**	**0**	**2**	**- 5,8**	**- 3,5**	**Diversen**
Total des dépenses	**73 337**	82 122	**81 084**	82 488	**82 172**	- 1 038	- 316	**10,6**	**1,3**	**Totaal uitgaven**
Solde	**961**	- 10 557	**- 8 251**	- 8 450	**- 7 171**	2 306	1 278	**- 958,7**	**13,1**	**Saldo**

Sécurité sociale des indépendants : Comité de monitoring (octobre 2020)

(en millions d'euros sauf indication contraire)	2019 réalisaties - réalisations (1)	2020 Mon. juli '20 - Mon. juillet '20 (2)	2020 Mon. okt '20 - Mon. oct '20 (3)	2021 Mon. juli '20 - Mon. juillet '20 (4)	2021 Mon. okt '20 - Mon. oct '20 (5)	Verschil - Différence (3) vs. (2)	Verschil - Différence (5) vs. (4)	% Différence - Verschil (3) vs. (1)	% Différence - Verschil (5) vs. (3)	(in miljoen euro tenzij anders vermeld)
Cotisations	4 568	3 344	3 621	4 700	4 702	277	2	- 20,7	29,8	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	**377**	**378**	**379**	**384**	**384**	**1**	**1**	**0,6**	**1,4**	**Toelagen van de overheden**
INASTI-Gestion globale	377	378	379	384	384	1	1	0,6	1,4	RSVZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	0	0	0	0	0	0	0			Evenwichtsdotatie
Financement alternatif	**2 370**	**2 412**	**2 428**	**2 630**	**2 699**	**16**	**69**	**2,5**	**11,2**	**Alternatieve financiering**
Gestion globale	2 370	2 412	2 428	2 630	2 699	16	69	2,5	11,2	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	*447*	*513*	*527*	*613*	*654*	*15*	*41*	*18,0*	*24,1*	*waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging*
Recettes affectées	21	21	21	21	21	0	0	1,1	1,1	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	0	0	0	0	0	0	0			Externe overdrachten
Produit des placements	26	19	19	19	19	0	0	- 26,4	- 2,6	Opbrengsten beleggingen
Divers	3	3	3	3	3	0	0	- 1,3	0,0	Diversen
Total des recettes	**7 364**	**6 177**	**6 471**	**7 757**	**7 828**	**294**	**71**	**- 12,1**	**21,0**	**Totaal ontvangsten**
Prestations	**4 469**	**7 068**	**7 152**	**4 790**	**4 812**	**84**	**23**	**60,0**	**- 32,7**	**Uitkeringen**
Enveloppe bien-être	0	0	0	44	44	0	0			Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	548	608	611	623	627	3	4	11,4	2,7	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	3 914	4 047	4 039	4 114	4 131	- 8	17	3,2	2,3	Pensioenen
Droit passerelle	5	2 410	2 500	5	8	90	2	52 825,6	- 99,7	Overbruggingsrecht
INASTI-GFG	2	3	3	3	3	0	0	23,2	1,0	RSVZ-GB
Frais de paiement	0	0	0	0	0	0	0	- 3,9	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	**110**	**122**	**123**	**116**	**116**	**1**	**0**	**11,5**	**- 5,3**	**Beheerskosten**
Gestion globale	81	90	90	84	84	0	0	11,7	- 7,1	Globaal beheer
Organismes	29	32	32	32	32	1	0	11,0	- 0,2	Instellingen
Économies non réparties	0	0	0	0	0	0	0			Niet-verdeelde besparingen
Transferts	**2 603**	**2 695**	**2 712**	**2 827**	**2 872**	**17**	**45**	**4,2**	**5,9**	**Overdrachten**
hors Gestion globale	0	0	0	0	0	0	0	0,0	23,7	Buiten globaal beheer
INAMI-Soins de santé	2 603	2 695	2 712	2 827	2 872	17	45	4,2	5,9	RIZIV-Geneeskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	0	0	0	0	0	0	0			Interesten op leningen
Divers	12	21	21	21	21	0	0	75,1	1,2	Diversen
Total des dépenses	**7 195**	**9 907**	**10 008**	**7 754**	**7 822**	**101**	**68**	**39,1**	**- 21,8**	**Totaal uitgaven**
Solde	**170**	**-3 729**	**-3 536**	**3**	**6**	**193**	**3**			**Saldo**

5. Coût du vieillissement

Évolutions démographiques

	1996	2018	2020	2030	2040	2050	2060	2070
Nombre moyen d'enfants par femme	1,58	1,61	1,66	1,72	1,73	1,73	1,73	1,73
Espérance de vie à la naissance - Hommes	73,86	79,20	79,09	81,82	83,65	85,30	86,64	88,11
Espérance de vie à la naissance - Femmes	80,53	83,70	83,65	85,49	86,68	87,77	88,68	89,70
Espérance de vie à 65 ans - Hommes	14,61	18,05	17,71	19,82	21,14	22,35	23,35	24,47
Espérance de vie à 65 ans - Femmes	18,86	21,20	20,85	22,44	23,41	24,31	25,06	25,92
0-17 (%)	21,6%	20,2%	20,1%	19,5%	19,2%	19,1%	18,9%	18,7%
18-66 (%)	64,5%	63,3%	63,0%	60,7%	58,4%	57,9%	57,6%	57,3%
67+ (%)	13,9%	16,5%	16,9%	19,8%	22,4%	23,0%	23,5%	24,0%
Age moyen	39,02	41,64	41,87	43,02	44,03	44,60	44,87	45,26
Remplacement des actifs en %(18-24)/(55-66)	69,6%	53,4%	51,8%	55,8%	56,7%	56,2%	58,0%	55,1%
Vieillissement des actifs en %(40-66)/(18-39)	101,1%	129,0%	129,2%	125,8%	123,2%	124,2%	124,7%	125,0%
Vieillissement en %(67+)/(0-17)	64,3%	81,7%	83,9%	101,9%	116,5%	120,7%	124,3%	128,7%
Intensité du vieillissement en %(80+)/(67+)	27,4%	33,9%	33,7%	32,9%	38,0%	44,0%	44,1%	45,6%
Dépendance en %[(0-17)+(67+)]/(18-66)	55,0%	58,1%	58,8%	64,8%	71,1%	72,8%	73,5%	74,4%
Dépendance des âgés en %(67+)/(18-66)	21,5%	26,1%	26,9%	32,7%	38,3%	39,8%	40,8%	41,9%
Personnes d'âge actif par âgé (18-66)/(67+)	4,65	3,83	3,72	3,06	2,61	2,51	2,45	2,39
Dépendance en %[(0-14)+(65+)]/(15-64)	51,4%	55,5%	56,3%	62,4%	67,9%	69,6%	70,5%	71,3%
Dépendance des âgés en %(65+)/(15-64)	24,3%	29,1%	30,0%	36,3%	41,2%	42,7%	43,9%	44,8%
Personnes d'âge actif par âgé (15-64)/(65+)	4,12	3,43	3,34	2,75	2,43	2,34	2,28	2,23

Source : 1991-2018 : observations, Statbel ; 2019-2070 : perspectives, BFP et Statbel

Projections du Comité d'étude sur le vieillissement (juillet 2020) : hypothèses

Tableau 2 Les principales hypothèses des perspectives du CEV

Hypothèses démographiques à partir de 2019 (« Perspectives démographiques 2019-2070 - Mise à jour dans le cadre de l'épidémie de COVID-19 »)			
	2019	2040	2070
Nombre moyen d'enfants par femme	1,63	1,73	1,73
Espérance de vie à la naissance : hommes	79,5	83,7	88,1
Espérance de vie à la naissance : femmes	84,1	86,7	89,7
Solde migratoire en milliers	43,4	20,8	19,3

Hypothèses socio-économiques	
Taux de scolarité	Par hypothèse, 100 % des enfants de 3 à 14 ans ; en fonction de l'évolution du taux d'activité de 15 à 34 ans et incorporation d'éventuelles mesures
Taux d'activité et passage du statut d'actif vers statut d'invalide et de pensionné	Modélisation basée sur les probabilités de transition d'une catégorie socio-économique à l'autre, par sexe et classe d'âge, adaptées pour tenir compte des effets des réformes (hypothèse de translation en matière de comportement suite au relèvement de l'âge légal de la retraite[a]).

Hypothèses macroéconomiques	
À moyen terme : « Perspectives économiques 2020-2025 »	À long terme : un scénario de référence et des scénarios alternatifs
Croissance moyenne de la productivité par travailleur[b] au cours de la période 2020-2025[c] : 0,3 % par an	Croissance moyenne de la productivité par travailleur (et salaire par actif occupé) entre 2020 et 2070 : dans le scénario de référence, 1,2 % par an (1,5 % à partir de 2045) dans le scénario alternatif de croissance inférieure de la productivité, 0,9 % par an (1 % à partir de 2031)
Taux d'emploi[d] : 68,9 % en 2019 et 70,2 % en 2025 Taux de chômage[e] : 8,9 % en 2019, pic de 11,5 % en 2021 et 8,9 % en 2025	Taux de chômage structurele de long terme : dans le scénario de référence 7,0 % dans le scénario alternatif de taux de chômage supérieur 8,0 %

Hypothèses de politique sociale		
2019-2020	À partir de 2021 : paramètres de calcul de l'enveloppe budgétaire destinée aux adaptations au bien-être	
Législation en place (mesures des partenaires sociaux et du gouvernement)	Plafond salarial	1,25 %/an
	Droit minimum par année de carrière	1,25 %/an
	Prestations non forfaitaires (régime général)[f]	0,50 %/an
	Prestations forfaitaires et minima	1,00 %/an

a. Voir la section 1.2.2 du rapport.
b. Productivité par travailleur= PIB/emploi total.
c. La croissance moyenne au cours de la période 2020-2025 est calculée en tenant compte de la croissance annuelle entre 2019 et 2020.
d. Emploi totale en % de la population de 18 à 66 ans.
e. Selon le concept administratif, y compris les chômeurs âgés avec la dispense maximale et les chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi.
f. Dans le régime des pensions du secteur public, l'adaptation au bien-être de la pension moyenne (en d'autres termes la péréquation) présente, sur la base de l'écart observé historiquement, un découplage de 0,4 point de pourcentage par rapport à la hausse du salaire moyen.

Projections du Comité d'étude sur le vieillissement (juillet 2020) : coût du vieillissement, scénario de référence, en % du PIB

	2019-2025	2025-2070	2019-2070	2000	2019	2025	2030	2040	2050	2060	2070
	En point de pourcentage du PIB			En pour cent du PIB							
Pensions	1,4	1,3	2,6	8,6	10,6	12	12,4	13,5	13,6	13,4	13,3
régime salarié	1	0,6	1,6	5	6	6,9	7,3	7,9	8	7,8	7,5
régime indépendant	0,1	0,2	0,4	0,7	0,8	1	1	1,1	1,2	1,2	1,2
secteur public (a)	0,3	0,4	0,7	2,9	3,8	4,1	4,2	4,5	4,4	4,4	4,5
Soins de santé (b)	0,9	1,7	2,6	6	7,9	8,8	9,1	10	10,3	10,3	10,4
soins aigus	0,8	0,9	1,7	5,3	6,4	7,2	7,4	7,8	7,8	8	8,1
soins de longue durée	0,1	0,7	0,9	0,8	1,4	1,6	1,7	2,3	2,5	2,4	2,3
Incapacité de travail (c)	0,5	-0,5	0	1,1	2	2,5	2,5	2,3	2	2	2
Chômage (d)	-0,1	-0,3	-0,4	2,3	1,3	1,2	1,1	1	1	1	0,9
Allocations familiales	0	-0,4	-0,4	1,6	1,5	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1
Autres dépenses sociales (e)	0,2	-0,2	-0,1	1,1	1,5	1,7	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
TOTAL	2,8	1,5	4,3	20,8	24,8	27,6	28,2	29,8	29,7	29,3	29,1
p.m. rémunérations du personnel enseignant (	0,1	-0,3	-0,2	3,7	4	4,1	4	3,9	3,9	3,9	3,8

a) Y compris les pensions des entreprises publiques à charge de l'État et la GRAPA (garantie de revenus aux personnes âgées). Bien que la GRAPA constitue principalement un complément aux pensions des régimes salarié et indépendant, cette dépense est enregistrée à charge du pouvoir fédéral dans la Comptabilité nationale et donc reprise dans les pensions du régime de la fonction publique dans ce tableau. À noter que les dépenses de pension du secteur public ne comprennent pas les dépenses de pension des administrations locales affiliées à une institution de prévoyance.

(b) Dépenses publiques de tous les niveaux de pouvoir (sécurité sociale, pouvoir fédéral, pouvoirs locaux et C&R) en soins de santé, aigus et de longue durée, y compris l'assurance soins en Flandre (0,1 % du PIB). Les soins de longue durée comprennent les soins infirmiers à domicile, les séjours en maisons de repos pour personnes âgées, en maisons de repos et de soins, en maisons de soins psychiatriques ainsi que dans des habitations protégées et certaines dépenses d'assistance à la vie quotidienne des personnes âgées dépendantes. Les soins « aigus » couvrent les autres soins de santé.

(c) Allocations de maternité, d'incapacité primaire et d'invalidité.

(d) Y compris chômage avec complément d'entreprise et crédit-temps et interruption de carrière.

(e) Principalement les dépenses pour accidents de travail, maladies professionnelles, Fonds de sécurité d'existence, les allocations pour personnes handicapées et le revenu d'intégration.

(f) Selon la définition du CEV, les rémunérations du personnel enseignant ne font pas partie du total du coût budgétaire du vieillissement.

Pièges à l'inactivité

La problématique des « pièges à l'inactivité » a déjà été analysée de manière approfondie dans le passé. Voici quelques références :

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, SECRETARIAT (2016), « Werkloosheidsverzekering », *Note documentaire*, CRB 2016-0521, Bruxelles, 12 p.

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, SECRETARIAT (2014), « La dégressivité renforcée des allocations de chômage belges. Impact sur les pièges financiers à l'emploi et sur les revenus des chômeurs », *Note documentaire*, CCE 2014-0264, Bruxelles, 55 p.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EMPLOI (2014), « La participation au marché du travail des personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie chronique », p. 63-157 dans : CONSEIL SUPERIEUR DEL'EMPLOI, *Rapport 2014*, 157 p.

Conseil national du Travail :

- *Avis n° 1.923 du 24 février 2015 concernant la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé -Avant-projet de loi portant dispositions diverses en matière d'assurance indemnités et d'emploi (http://www.cnt-nar.be/ADVIES/advies-1923.pdf) ;*
- *Avis n° 1.984 du 7 juin 2016 concernant la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé –Avant-projet de loi et avant-projets d'arrêtés royaux (http://www.cnt-nar.be/ADVIES/advies-1984.pdf).*
- *Site internet du Conseil : Dossiers :*

  - *Handicap (http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-handicap.htm)*

    Reprend un dossier établi par le secrétariat du Conseil national du travail dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et qui constitue un vade-mecum des dispositifs existants en matière d'insertion sur le marché du travail des travailleurs handicapés. (Version à jour au 30 juillet 2015).

  - *Retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé (http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-return-to-work.htm)*

    Contient un dossier « Maintien et reclassement des travailleurs en situation d'incapacité de travail - Réglementation de sécurité sociale » de la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé. (Version à jour au 30 juillet 2015).

    Cette plate-forme a été instituée comme cadre de concertation structurel, regroupant les acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé. L'idée sous-tendant la mise sur pied de cette plate-forme consiste à développer une approche intégrée non seulement entre institutions de la sécurité sociale concernées mais également avec le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et à terme, avec d'autres institutions publiques compétentes en la matière qui souhaiteraient y participer. Le Conseil national du travail a été chargé de la coordination des travaux de cette plate-forme.